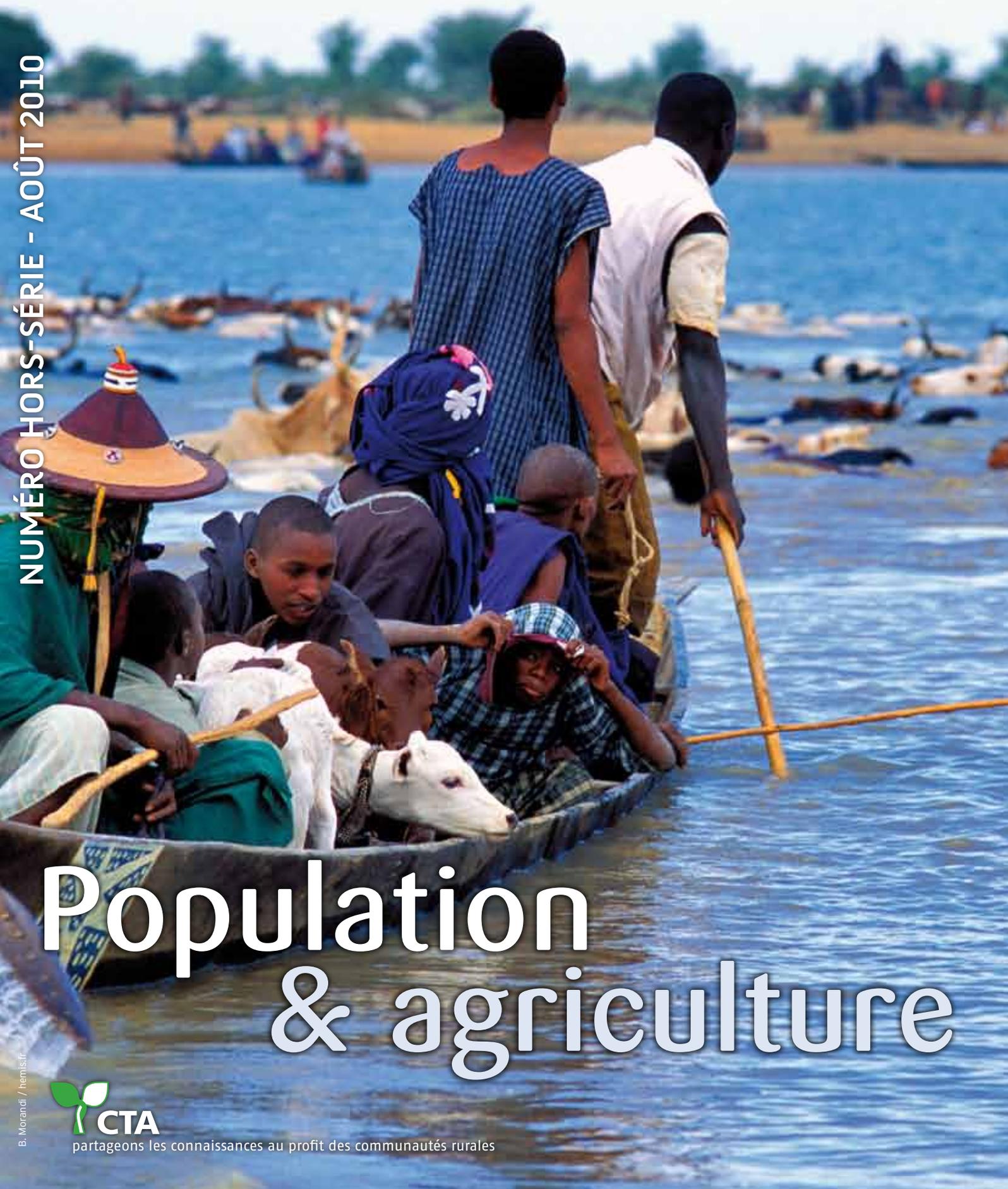


SPORE

Le magazine
du développement
agricole et rural
des pays ACP

<http://spore.cta.int>

NUMÉRO HORS-SÉRIE - AOÛT 2010



Population & agriculture

B. Morandi / hemis.fr



partageons les connaissances au profit des communautés rurales

Sommaire

page 3



1 | Démographie

- LE JEU DES CHIFFRES 3
- Pacifique : un avenir à la ferme 4
- Interview : “Un dividende pour l’Afrique” par David Bloom 6
- La transition démographique 6

page 7



2 | Les défis des zones rurales

- 2010-2050 : MÊMES COMBATS 7
- Bénin : formés à vendre 8
- Reportage au Rwanda : travailler en ville pour investir au village 9
- Interview : “Assurer la relève aux Caraïbes” par Jethro Greene 10
- Cap-Vert : cap sur l’eau 10
- Reportage au Cameroun : pour les jeunes de 20 à 50 ans 11
- Interview : “Produire plus sans polluer” par Vincent Ribier 12
- Les scénarios Agrimonde 12
- RuralStruc : l’équation malienne 12

page 13



3 | Agir sur la force de travail

- PRODUCTIVITÉ RIME AVEC SANTÉ 13
- Bonne nuit aux Salomon 13
- Reportage au Niger : les marabouts à la rescousse 14
- Reportage au Malawi : plus éduquées..., mieux payées 15
- Interview : “Des familles moins nombreuses”
par le Révérend Symon Msowoya 16
- Le Kenya réduit son taux de natalité 16

page 17



4 | Agir sur le développement rural

- L’AGRICULTURE, UN INVESTISSEMENT D’AVENIR 17
- Afrique de l’Ouest : le dynamisme des OP 17
- Reportage en Afrique du Sud : terres promises 18
- Transactions sur les terres : prudence 19
- Agriculture vivrière : un vivier d’emplois 20
- Reportage au Kenya : inverser la tendance 20
- Reportage en RD Congo : une route, trois fois plus de champs 21
- Fabriquer les engrais localement 21
- Reportage en Ouganda : agriculteurs en ligne 22
- “Révolution verte” au Rwanda 23
- Interview : “Miser sur la technologie” par Lindiwe Majele Sibanda 23

Population et agriculture : pour le meilleur et pas le pire...



D’ici à 2050, la population mondiale devrait dépasser les neuf milliards de personnes. Serons-nous à même de nourrir cet énorme croît démographique ou succomberons-nous aux désastres que prédisent les malthusiens ?

L’ingéniosité de l’homme lui a permis de surmonter les précédentes prophéties d’apocalypse selon lesquelles le monde, confronté à une croissance démographique rapide, allait manquer de nourriture. Avec la Révolution verte, la production agricole mondiale a doublé dans les 50 dernières années, en grande partie grâce aux variétés végétales améliorées et à de meilleures techniques agricoles. Mais la demande vis-à-vis de l’agriculture ne faiblit pas. Il nous faut non seulement produire plus pour répondre aux besoins d’une population croissante, mais aussi satisfaire à l’évolution des préférences alimentaires pour la viande et les produits laitiers, et en outre répondre aux exigences croissantes des bioénergies.

Résultat : le système alimentaire mondial doit relever d’énormes défis. L’écosystème naturel dont dépend l’agriculture souffre : 27 millions de tonnes de terre arable sont perdues chaque année. Les aquifères souterrains sont épuisés et les nappes phréatiques diminuent sans cesse. L’exploitation des terres et la déforestation contribuent d’un tiers environ aux émissions de gaz à effet de serre. Les grands élevages et plantations sont facteurs de perte de biodiversité et l’usage excessif d’engrais chimiques et de pesticides a gravement pollué l’eau.

La responsabilité des petits exploitants des pays ACP est infime en la matière, et pourtant ils en subiront les conséquences : sécheresses et inondations plus fréquentes, diminution des ressources en terre et en eau.

S’attaquer à la demande agricole croissante nécessite une approche multidimensionnelle. Il faut tout d’abord augmenter la productivité à surface agricole constante. Pratiques agricoles innovantes, nouvelles variétés céréalières, agriculture de conservation, meilleures techniques d’utilisation de l’eau et des ressources : tout cela devrait y contribuer. Il nous faut ensuite prendre en main les interventions politiques et institutionnelles qui dynamiseront la productivité des petits exploitants.

Ainsi, la croissance démographique – en particulier dans les pays ACP – n’est pas nécessairement une fatalité synonyme de désastre. Avec des investissements dans l’éducation, la formation, la santé et la création d’emplois, les pays ACP pourraient jeter les bases solides d’un développement économique. À mesure que des emplois sont créés et que les revenus des ménages augmentent, la demande pour des aliments et autres produits agricoles stimulera la croissance dans le secteur rural.

Michael Hailu
Directeur du CTA

1 | Démographie

Le jeu des chiffres

À l'époque où les hommes se sont mis à cultiver, la planète comptait cinq millions d'habitants. À présent, cinq millions de personnes naissent tous les dix jours. Avec une population mondiale qui devrait augmenter de près de 40 % dans les 40 prochaines années, en majorité au Sud, le défi est de trouver le moyen d'améliorer la production et l'accès à la nourriture, et de contenir l'exode des jeunes ruraux vers les villes.

Depuis l'aube de l'agriculture, il a fallu quelque 10 000 ans à la population mondiale pour atteindre son premier milliard. Pour arriver au second en 1927, 130 ans ont suffi. Au vingtième siècle, il a fallu de moins en moins de temps pour chaque milliard additionnel. L'humanité est entrée dans le vingtième siècle avec 1,6 milliard de personnes et en est sortie avec 6,1 milliards. Aujourd'hui, la population de la planète enregistre une augmentation nette de 2,5 personnes par seconde, soit 9 000 habitants de plus par heure, 216 000 par jour. Une augmentation massive de la population mondiale est prévue dans les prochaines décennies ; selon les Nations unies (NU), on passera de 6,8 milliards actuellement à 9 milliards en 2050.

L'augmentation de la population et la dynamique de sa concentration posent un défi gigantesque à l'agriculture. Avec le croît démographique, la demande en nourriture, eau et énergie augmentera fortement dans les pays qui peuvent le moins se le permettre et dont les gouvernements tentent d'assurer le développement des services sanitaires, éducatifs et sociaux. La croissance démographique mondiale est presque entièrement concentrée dans les pays les plus pauvres de la planète et cette tendance est supposée se poursuivre. En revanche, seuls 14 % vivront dans les régions plus avancées.

Comment les pays du Sud nourriront-ils ces multitudes sur fond de diminution constante de l'offre en terres arables, eau et autres ressources naturelles – et sans détruire un environnement déjà fragile ? Et comment atteindront-ils cet objectif dans un contexte d'aggravation des menaces du changement climatique et d'augmentation constante des besoins en énergie ?

Les taux de fécondité chutent dans la plupart des pays ACP, mais pas assez pour réduire l'augmentation démographique prévue. C'est à l'Afrique de relever le défi le plus lourd en termes de bouches supplémentaires à nourrir. La population actuelle du continent, près d'un milliard d'individus, devrait plus que doubler d'ici 2050. Cette forte augmentation tient aux progrès sanitaires et médicaux qui ont entraîné un déclin rapide de la mortalité des nourrissons et des enfants. Malgré un taux élevé de décès liés au VIH/sida, la mortalité a assez décliné pour autoriser une croissance démographique rapide. De nos jours, en Afrique – à l'exception de l'Afrique australe –, les femmes mettent au monde 5,5 enfants en moyenne. Au Niger, ce chiffre dépasse sept. D'après les données des NU, 76 pays – la plupart dans les régions plus avancées – présentent des taux de fécondité inférieurs au seuil de renouvellement des générations de 2,1 enfants par femme. Le taux global de fécondité régionale (TGFR) pour l'Amérique latine et les Caraïbes est actuellement de 2,3 ; pour le Costa Rica, ►

Glossaire

Baby-boom

Augmentation rapide et soudaine du taux de natalité.

Contrôle des naissances

Méthodes employées par les couples pour avoir des rapports sexuels en réduisant la possibilité d'une grossesse. Ce terme est souvent utilisé comme synonyme de contraception ou de planification familiale. Mais le contrôle des naissances inclut l'avortement contrairement aux méthodes de planification familiale.

Croissance démographique

Augmentation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée. La croissance démographique correspond à la

somme du solde naturel et du solde migratoire, calculé en général pour une année. L'effectif d'une population augmente quand il y a excédent des naissances sur les décès (solde naturel) et des entrées de migrants sur les sorties (solde migratoire).

Espérance de vie

Nombre moyen d'années qu'un groupe d'individus peut s'attendre à vivre.

Fécondité

On emploie le terme fécondité, au lieu de natalité, lorsque les naissances sont mises en relation avec l'effectif des femmes d'âge fécond.

Projection de population

Calcul des effectifs futurs de population, en fonction d'hypothèses concernant les tendances futures de la fécondité, de la mortalité et des migrations.

Taux de mortalité infantile

Nombre de décès d'enfants de moins d'un an rapporté au nombre de naissances vivantes. Il est en général calculé pour une année donnée et exprimé pour 1 000 nouveau-nés vivants.

Taux de natalité

Nombre de naissances vivantes de l'année rapporté à la population moyenne de l'année. Il est généralement exprimé pour 1 000 habitants.

Transition démographique

La transition démographique désigne le passage d'un régime traditionnel où la fécondité et la mortalité sont élevées et s'équilibrent à peu près à un régime où la natalité et la mortalité sont faibles et s'équilibrent également.

Source : INED



PACIFIQUE Un avenir à la ferme

Les jeunes du Pacifique ont besoin d'un appui plus solide des familles et de la communauté pour les aider à se faire un avenir dans l'agriculture : c'est l'un des résultats clés d'une enquête sur les jeunes à Fidji, Kiribati et Tonga, menée par le Réseau océanien de responsables des stratégies agricoles et forestières (PAFPNet). Dans un contexte de migration croissante des jeunes ruraux vers les zones urbaines, l'enquête relève de la stratégie

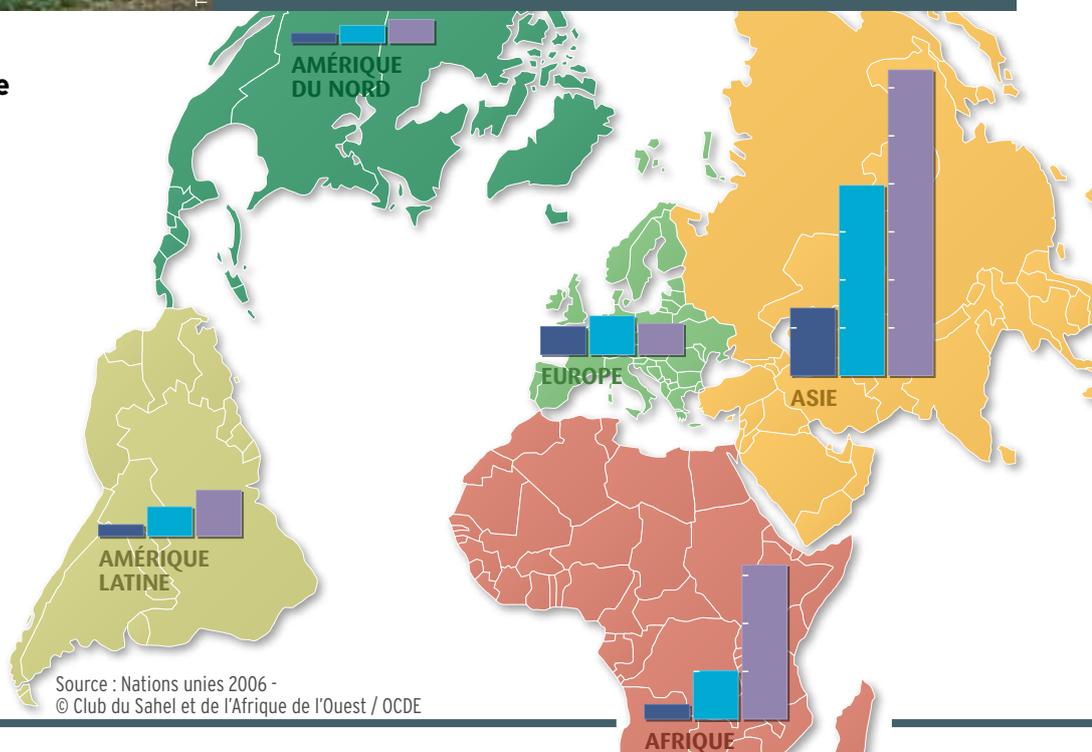
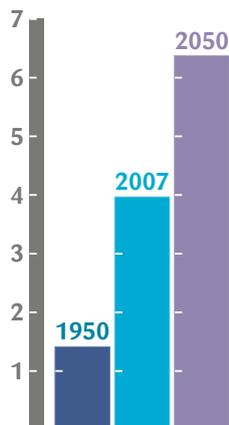
T. Cockrem © Alamy/Heemis.fr

du Secrétariat de la Communauté Pacifique (CPS) pour promouvoir l'agriculture comme un secteur où les jeunes peuvent faire carrière.

L'enquête montre que les jeunes sont une part importante de la force de travail informelle dans des activités agricoles génératrices de revenus et de sécurité alimentaire pour les ménages. Ils sont la plupart du temps responsables de la culture et de l'entretien des potagers, tandis qu'un petit nombre tient et gère ses propres plantations semi-commerciales. Pourtant, en dépit de cette implication, de nombreux jeunes interrogés se disent frustrés par le manque de reconnaissance de leur rôle. Ils veulent aussi que leurs parents et les aînés de la communauté soutiennent leurs initiatives en leur permettant de partager les bénéfices de leurs propres efforts et, tout aussi important, leur réservent des terres qu'ils pourront exploiter pour leurs propres activités entrepreneuriales.

Répartition et évolution de la population mondiale

Population par continent
(en milliards)



Source : Nations unies 2006 -
© Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest / OCDE

► Cuba et Trinité-et-Tobago, ces taux sont égaux ou inférieurs au seuil de renouvellement des générations. Quelque 120 pays, tous dans les régions les moins avancées, ont des taux de fécondité égaux ou supérieurs à ce seuil. Les taux de fécondité sont encore de six enfants par femme ou plus dans sept pays, et cinq d'entre eux sont dans les régions ACP : Niger, Ouganda, République démocratique du Congo, Somalie et Tchad.

Le défi de la jeunesse

D'ici 2050, la population des régions les plus avancées devrait se maintenir à 1,2 milliard d'habitants ; mais à mesure que vieillit la population des pays du Nord, celle des pays du Sud rajeunit. En 2050, environ neuf jeunes sur dix vivront au Sud, un facteur lourd de conséquences pour des gouvernements censés satisfaire les besoins croissants en matière d'éducation, de formation et d'emploi.

La population africaine est la plus jeune du monde et celle qui croît le plus vite. Plus de 20 % de la population du continent est âgée de 15 à 24 ans, taux qui devrait encore augmenter ces prochaines années dans la mesure où 40 % de celle-ci a moins de 15 ans. Selon Carl Haub, démographe senior au Population Reference Bureau (PRB), "la majeure partie (près de 90 %) des 1,2 milliard de jeunes vivent actuellement dans les pays du Sud. Au cours des prochaines décennies, la tendance actuelle qui voit ces jeunes gens quitter les zones rurales pour la ville,

à la recherche de possibilités de s'éduquer ou de se former, de trouver un emploi ou d'accéder à des soins médicaux, s'accroîtra probablement".

Maladies, conflits armés et problèmes économiques ont entraîné une stagnation de l'espérance de vie en Afrique depuis la fin des années 1980. Dans l'ensemble de l'Afrique australe, zone la plus touchée par le VIH/sida, l'espérance de vie a chuté de 61 à 53 ans en 20 ans. Au Botswana, où la prévalence du VIH était estimée à 24 % en 2007 chez les 15-49 ans, la durée de vie est passée de 64 ans dans les années 1985-1990 à 48 ans en 2000-2005. Les ravages du sida enrayer les efforts de réduction de la mortalité infantile ; son impact est particulièrement fort dans les pays, comme le Zimbabwe, qui avaient obtenu auparavant des niveaux relativement bas de mortalité infantile. Depuis 1950, ce sont les femmes qui ont le plus bénéficié de l'allongement de l'espérance de vie à l'échelle mondiale. Elles vivent plus longtemps que les hommes presque partout. Mais, en dépit de cette longévité, les femmes passent 15 % de leur vie en mauvaise santé, contre 12 % pour les hommes. L'écart est souvent dû aux risques liés à la maternité et à une disparité de genre – particulièrement au Sud où elles sont souvent désavantagées dès la naissance. Il est fréquent que les filles soient ►



► moins bien nourries et soignées ; elles ont moins de perspectives en matière d'éducation, ce qui influe sur le nombre d'enfants à naître et la façon dont elles les élèveront. Les femmes enceintes sous-alimentées risquent plus d'avoir des nourrissons de faible poids et des enfants sous-alimentés. Les taux de mortalité maternelle sont particulièrement élevés en Afrique subsaharienne.

Mobilités

Selon les Projections probabilistes sur la population mondiale publiées en 2007 par un organisme de recherche, l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, deux éléments réduisent fortement les chances pour l'Afrique de grimper sur l'échelle du développement international. Il s'agit tout d'abord de la conjonction entre une croissance démographique rapide et la stagnation voire le déclin des niveaux de réussite scolaire. Viennent ensuite les problèmes environnementaux et agricoles qu'induit le changement climatique.

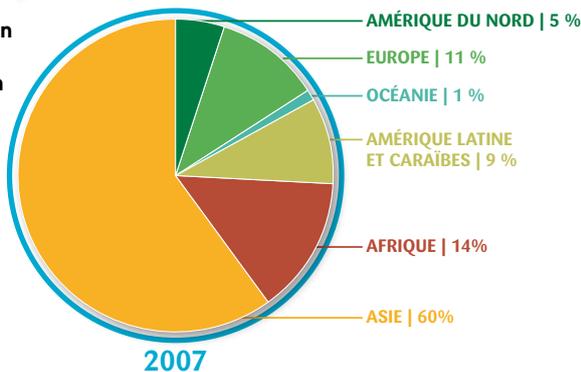
La migration est l'un des effets secondaires les plus visibles de la croissance démographique. Le nombre de personnes qui se déplacent à l'échelle nationale, régionale ou internationale a considérablement augmenté ces dernières décennies. En 2005, le nombre de migrants internationaux dans le monde frôlait les 191 millions, contre 155 millions en 1990, soit 3 % de la population mondiale. Ces chiffres déjà colossaux devraient grossir encore de 2,4 millions de personnes en moyenne chaque année, de 2009 à 2050. Le flux principal de migrants internationaux va des pays du Sud vers ceux du Nord, avec environ 62 millions de migrants en 2005, surtout pour trouver du travail et envoyer de l'argent à leurs familles. Dans certains pays, le montant total des transferts d'argent dépasse celui de l'aide officielle au développement.

Les effets de la migration peuvent néanmoins être extrêmement négatifs pour les pays pauvres. La fuite des cerveaux se nourrit de l'exil de la main-d'œuvre éduquée, attirée par de meilleures perspectives. Dans certaines parties des Caraïbes, 70 % des travailleurs très éduqués sont partis travailler



Océanie

Répartition de la population mondiale en 2007



au Canada, aux États-Unis ou en Europe. Une fois les naissances et les décès comptabilisés, la population des pays et territoires insulaires du Pacifique (PICT) croît de 507 personnes par jour, mais en perd 34 du fait de la migration.

Il existe aussi un flux massif et croissant d'individus qui passent d'un pays du Sud à un autre, en quête de travail ou pour échapper aux conflits ou aux catastrophes naturelles. De tels déplacements pèsent sur les infrastructures sociales, médicales et économiques, comme on l'a constaté au Rwanda en 1994, lorsque deux millions de réfugiés ont fui, créant de graves tensions dans les pays voisins.

La migration interrégionale peut toutefois avoir des avantages, à la fois pour le pays de départ et celui d'arrivée. Il est communément admis que le succès des secteurs caféier et cacaoyer ivoiriens dans les années 1980 est largement dû à l'afflux de main-d'œuvre des pays voisins

tel le Burkina Faso. Il est de même quasi certain que les plaines fragiles et dégradées du centre du Burkina Faso auraient difficilement pu supporter une population en forte croissance.

L'exode rural

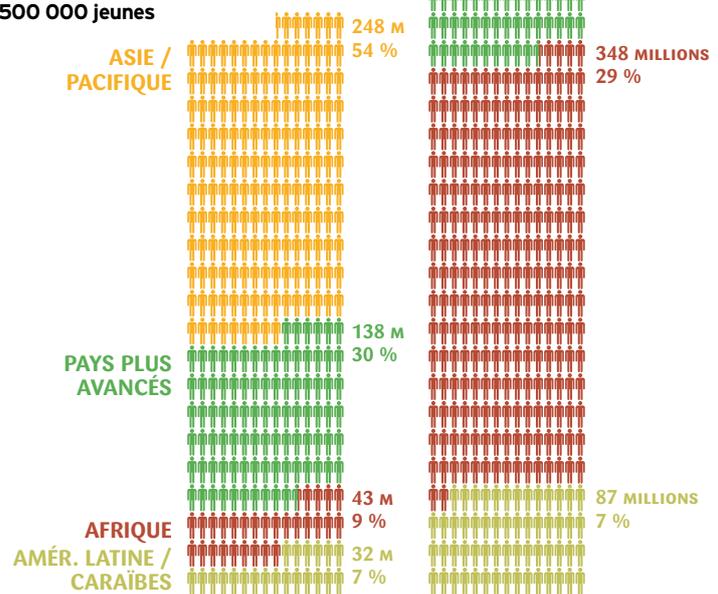
Pour la première fois en 2008, la population urbaine mondiale a égalé la population rurale et la tendance va se poursuivre. Bien que le nombre de ruraux continue à croître en Afrique, celui des citadins augmente beaucoup plus vite. Pour l'agriculture, les perspectives sont aussi simples que décourageantes : les ruraux devront nourrir des populations urbaines en forte expansion. Celles-ci devront elles-mêmes prendre des mesures drastiques pour sécuriser la production alimentaire, en investissant davantage dans l'agriculture périurbaine.

C'est en Afrique que l'exode rural est le plus spectaculaire, mais on le voit partout dans les régions ACP. De nombreuses îles des Caraïbes et du Pacifique connaissent une forte migration rurale-urbaine qui aspire la force de travail agricole. Rarotonga, la plus grande des îles Cook, s'efforce d'attirer des jeunes pour travailler dans ses hôtels – beaucoup emploient des migrants fidjiens – ; alors ne leur parlons pas d'agriculture. "Les zones reculées et les îles extérieures se dépeuplent en général, en partie à cause de l'urbanisation et de la migration internationale, déclare Geoff Hayes, spécialiste de la démographie dans le Pacifique. Dans nombre d'îles

La population jeune du monde (15 à 24 ans)



= 1 500 000 jeunes



Source : USAID

1950

2050

extérieures, la population active a émigré, laissant jeunes et vieux derrière elle. Aux Fidji, le phénomène est lié au déclin de l'industrie sucrière."

Dans les Caraïbes, où la vie rurale attire peu les jeunes, l'agriculture est peu à peu abandonnée à la génération précédente (voir page 10). L'âge moyen des paysans dans la région est désormais de 55 ans.

Le boom démographique des jeunes qui touche tous les pays ACP va augmenter les besoins en matière d'éducation et d'emploi. Le rapport 2008 de la Banque mondiale *Les jeunes et l'emploi en Afrique : le potentiel, le problème, la promesse* voit dans le chômage et le sous-emploi un moteur de l'instabilité sociale et soutient que la création d'emplois pour les jeunes est un préalable à la réduction de la pauvreté et au développement durable en Afrique. Cependant, malgré l'augmentation des flux migratoires des campagnes vers les villes, plus de 70 % des ►

► jeunes d'Afrique vivent encore en zone rurale. La Banque mondiale révèle d'ailleurs que le jeune Africain moyen n'est pas un migrant urbain de la campagne, mais une femme pauvre, alphabétisée, déscolarisée et vivant en zone rurale, ce qui montre que le développement doit cibler les jeunes et les femmes des campagnes.

Ces jeunes si nombreux pourraient voir s'ouvrir une fenêtre d'opportunité,

si les bons investissements étaient faits dans la santé, l'éducation, la formation et le développement agricole rural. Le dividende démographique – la valeur potentielle d'une proportion supérieure de gens en âge de travailler comparée au déclin des taux des très jeunes et des vieux – pourrait alimenter développement et croissance économique. Les experts préviennent que, sans ces opportunités et une économie forte associée à une bonne gouvernance, la présence de ces jeunes pourrait s'avérer délétère si leur désenchantement les menait à décharger leurs frustrations sur la société qui les a engendrés. ■

Pour aller plus loin

Banque mondiale

- La population de l'Afrique subsaharienne devrait doubler d'ici à 2036

<http://tinyurl.com/3a8e42b>

- The world's growing population, Atlas de la Banque mondiale (36^e édition), 2004

<http://tinyurl.com/3429k77>

CPS

Tendances démographiques dans le Pacifique

www.spc.int/sdp

<http://tinyurl.com/3xvuxp9>

CTA

Briefing de Bruxelles : La croissance démographique et ses implications pour le développement rural ACP

<http://tinyurl.com/y2f6q49>

FNUAP

Fonds des Nations unies pour la population

www.unfpa.org

- État de la population mondiale 2009. Face à un monde qui change : les femmes, la population et le climat

Téléchargeable en PDF sur :

<http://tinyurl.com/2ccdt8m>

ONUSIDA

www.unaids.org/fr/default.asp

- Rapport sur l'épidémie mondiale de sida 2008

<http://tinyurl.com/5saqzm>

Organisation internationale pour les migrations

<http://tinyurl.com/2v8w3k2>

Population Reference Bureau

www.prb.org

INTERVIEW

Un dividende pour l'Afrique

David Bloom est professeur d'économie et de démographie et président du département de santé et démographie internationales à la Harvard School of Public Health, USA.



Le dividende démographique est le coup de pouce à la croissance économique qui peut résulter des évolutions de la pyramide des âges

au sein de la population d'un pays. Ces changements accompagnent une transition démographique nationale – les taux de mortalité déclinent, en particulier ceux des nourrissons et des enfants, et les taux de natalité suivent. Un déclin de la mortalité des nourrissons et des enfants entraîne un baby-boom – non pas parce que les naissances augmentent, mais parce qu'un plus grand nombre d'enfants nés survivent.

Le baby-boom c'est tout d'abord un nombre élevé de jeunes, une cohorte qu'il faut nourrir, vêtir, héberger, éduquer et soigner. Tout cela demande des ressources qui sont

alors détournées d'autres utilisations, ce qui tend à ralentir la croissance économique. Mais au bout de 15 à 25 ans, les membres les plus âgés de la génération du baby-boom arrivent à la fleur de l'âge pour l'emploi et l'épargne. Lorsque cela se produit, la situation économique change en raison de l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre et, potentiellement, d'une augmentation de l'épargne.

Presque tous les pays ont démarré leur transition démographique. Beaucoup l'ont terminée depuis longtemps. D'autres se trouvent à différentes étapes du processus. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne commencent tout juste la leur. Les taux de mortalité infantile y ont amorcé leur déclin relativement récemment par rapport aux autres pays du monde. Les taux de fertilité ont suivi, mais, dans de nombreux pays, ce déclin est resté modéré jusqu'à présent. Le Nigeria, par exemple, est dans la phase initiale de sa transition démographique. Les Nations unies prédisent une augmentation constante de la part de la population active, avec deux fois plus de personnes actives que d'inactives en 2050. La valeur future exacte de ce ratio dépendra fortement de la vitesse actuelle de la chute de la fertilité.

Pour le Nigeria et la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, tirer parti du dividende démographique est un objectif qui demandera des efforts. L'environnement international économique, social et politique a un énorme impact sur la capacité d'un pays à capter ou non ce dividende. La mise en œuvre de politiques appropriées, la réduction des conflits internes et une bonne coopération du reste du monde permettraient à ces pays de bénéficier du décollage économique résultant du changement démographique. La Corée du Sud, la Malaisie ou encore la Thaïlande illustrent ce phénomène.

Les zones rurales sont confrontées à des défis particuliers, parce que leurs taux de mortalité et de fécondité sont élevés et qu'elles sont plus pauvres que les zones urbaines. Si les gouvernements adoptent des politiques génératrices d'emploi à l'échelle nationale, les zones rurales pourraient bénéficier d'investissements plus élevés ou de meilleures chances de migration vers les zones urbaines où les emplois sont plus nombreux. S'il est effectif, le dividende démographique pourrait générer une hausse de l'activité économique qui aiderait les zones rurales autant que les villes à travers toute l'Afrique subsaharienne.

La transition démographique



La transition démographique est le phénomène sous-jacent qui favorise ce que les économistes nomment le bénéfice démographique. Ce phénomène fait référence à la mutation que subissent les pays qui passent d'un régime de fécondité et de mortalité élevées à un régime de faibles fécondité et mortalité. Une chute des taux de mortalité au début de la transition démographique – imputable en général à une utilisation élargie de vaccins, d'antibiotiques, d'installations sanitaires et d'une eau saine – entraîne un déclin des taux de fécondité car les individus réalisent que leurs enfants ont de meilleures chances de survie.

Source : CSEAO/OCDE

2 | Les défis des zones rurales 2010-2050 : mêmes combats

Assurer la sécurité alimentaire de 1,9 milliard d'habitants en 2050, préserver l'environnement et employer les jeunes ruraux, de plus en plus nombreux, sont parmi les grands défis auxquels l'Afrique est confrontée dès aujourd'hui.

Comment l'Afrique parviendra-t-elle à nourrir près de 2 milliards d'habitants en 2050 alors qu'elle peine à en alimenter un milliard aujourd'hui ? Le défi est immense et les perspectives donnent le vertige. En Afrique subsaharienne, la sécurité alimentaire est actuellement loin d'être assurée et elle se dégrade dans plusieurs pays ; en 2009, le nombre de personnes souffrant de la faim y a augmenté de 11,8 %. Dans les Caraïbes, Haïti fait grimper ce chiffre à 12,8 %. Un tiers des Africains sont sous-alimentés et, paradoxalement, les trois quarts d'entre eux sont des paysans, censés produire des vivres pour tous. En Afrique centrale, le taux de malnutris est particulièrement élevé et ne cesse de croître : de 36 % dans les années 1960 à 56 % depuis 2000.

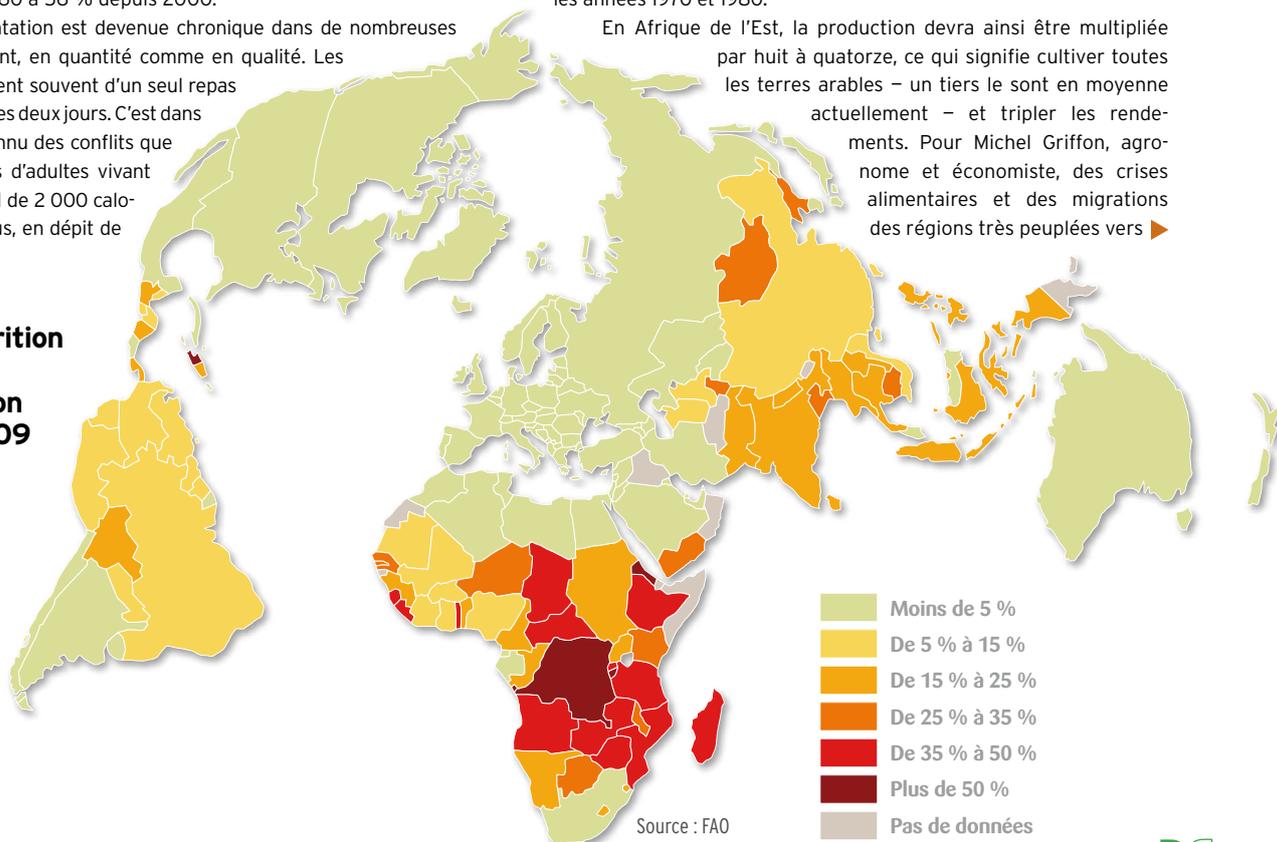
La sous-alimentation est devenue chronique dans de nombreuses régions du continent, en quantité comme en qualité. Les familles se contentent souvent d'un seul repas par jour, voire tous les deux jours. C'est dans les pays qui ont connu des conflits que se trouvent le plus d'adultes vivant en dessous du seuil de 2 000 calories par jour. De plus, en dépit de

récoltes mondiales plus abondantes, les prix d'achat des denrées sur le marché international augmenteront encore de 10 à 14 % cette année pour les pays les plus vulnérables, avertit la FAO. Or, en Afrique, la nourriture des citoyens dépend massivement de ces importations.

Nourrir deux fois plus de personnes dans 40 ans représente donc un défi d'une ampleur inégalée pour le continent. "Les pays en développement devront accroître leurs disponibilités en énergie d'origine végétale de 175 %, estime la FAO, l'Afrique de 414 % et les peuples qui s'alimentent surtout de manioc, d'igname ou de taro de 617 %." Atteindre de tels taux suppose une augmentation annuelle considérable de la production agricole, sans commune mesure avec les 2,4 % enregistrés en Afrique dans les années 1970 et 1980.

En Afrique de l'Est, la production devra ainsi être multipliée par huit à quatorze, ce qui signifie cultiver toutes les terres arables – un tiers le sont en moyenne actuellement – et tripler les rendements. Pour Michel Griffon, agronome et économiste, des crises alimentaires et des migrations des régions très peuplées vers

Prévalence de la malnutrition par rapport à la population totale en 2009 (en %)





2 | Les défis des zones rurales

► L'Afrique centrale où les terres sont abondantes sont presque inévitables. Pour ces pays, les défis paraissent insurmontables sans une aide extérieure massive. En Afrique de l'Ouest, les besoins sont moins importants : pour que chacun mange à sa faim, il faudra multiplier la surface cultivée par quatre aux dépens des savanes et forêts ainsi que la production de deux à cinq fois selon les régions.

Ces sombres prévisions peuvent effrayer, même si l'Afrique a des atouts pour relever ces défis ; il lui faudra investir massivement pour les valoriser. Les terres non exploitées y sont encore très abondantes. Selon les chiffres de la FAO – approximatifs, car de nombreux pays ignorent la superficie exacte de leurs terres agricoles – 228 millions d'hectares seraient cultivés, soit 22 % des terres qui pourraient l'être. Compte tenu des vastes forêts et des déserts, la densité moyenne est faible (25 hab./km²), mais elle cache de très grandes disparités. Certains pays sont très peu peuplés comme le Botswana, la Centrafrique, la Namibie, tandis que d'autres – Comores, Maurice ou Rwanda – sont très peuplés : plus de 200 hab./km² et même 400 ou 500 dans certaines zones.

La superficie cultivée par actif agricole est très variable d'une région à l'autre – entre 0,1 et 1 ha en moyenne – voire à l'intérieur d'un même pays. Étendre les surfaces cultivées a été, ces 30 dernières années, la principale réponse des agriculteurs, surtout en Afrique de l'Ouest, pour faire face aux besoins alimentaires grandissants sous la poussée démographique. La surface par actif agricole a été divisée par deux : un hectare en moyenne au Sénégal, par exemple. La pression sur les sols s'est accrue, la fertilité des terres a diminué.

Préserver l'environnement

L'extension des terres cultivables se fait aux dépens des forêts et des savanes : selon la FAO, 3,4 millions d'hectares de forêts africaines disparaissent chaque année depuis 2000. La déforestation est particulièrement intense dans les pays d'Afrique centrale, les plus riches

en forêts denses. La demande en bois de feu ou charbon de bois, qui représente, encore 89 % de l'énergie et ne cesse d'augmenter, ne fait qu'aggraver la déforestation et l'érosion des terres.

Or les ressources naturelles du continent africain et sa biodiversité sont une de ses richesses qui prennent de la valeur. Elles peuvent être monnayables par les agriculteurs lorsqu'ils protègent des espèces en voie de disparition, qu'ils replantent des arbres qui séquestrent le carbone ou encore qu'ils adoptent des méthodes de culture respectueuses de l'environnement. Les préserver est un impératif.

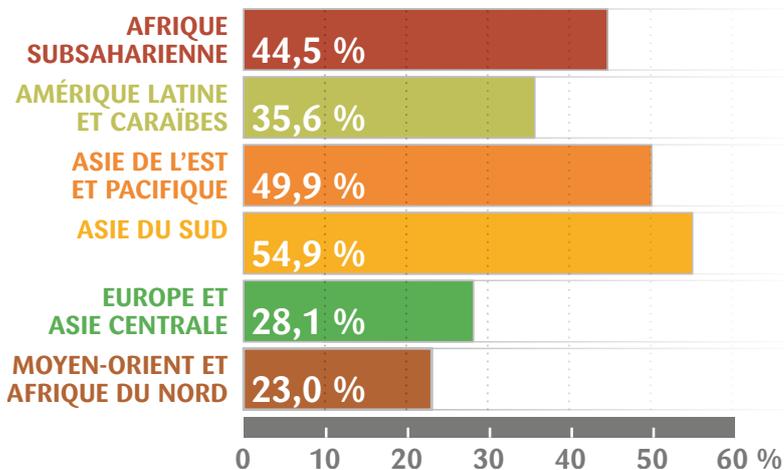
Pour limiter les défrichements tout en accroissant fortement la production, l'intensification de l'agriculture est donc le défi prioritaire à relever. Elle nécessite de mettre à la disposition des agriculteurs les facteurs de production et les services qui favorisent cette transformation.

Irriguer et fertiliser

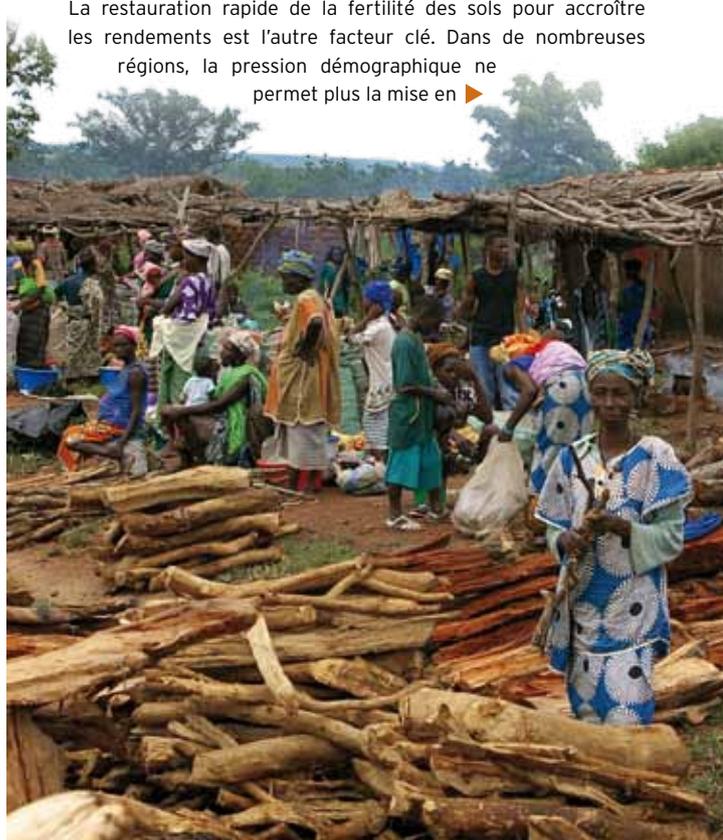
L'irrigation est une solution pour accroître les récoltes et les rendements et pallier l'insuffisance ou l'irrégularité croissante des précipitations liées aux changements du climat. Ainsi, en Côte d'Ivoire, selon les experts, 80 % du riz est cultivé en pluvial, alors que le rendement du riz en irrigué est cinq fois plus élevé. Les cultures irriguées à petite échelle pourraient doubler les besoins en main-d'œuvre agricole et employer de nombreux jeunes ruraux sans terres. Aujourd'hui, à peine 4 % de ces terres arables sont irriguées contre 38 % en Asie. Le potentiel est donc énorme, mais exige des investissements colossaux pour le valoriser.

La restauration rapide de la fertilité des sols pour accroître les rendements est l'autre facteur clé. Dans de nombreuses régions, la pression démographique ne permet plus la mise en ►

Terres agricoles en pourcentage du territoire (en 2007)



Source : Banque mondiale



BÉNIN

Formés à vendre

Au Bénin, 16 000 jeunes bénéficient depuis 2009 du Programme spécial d'insertion des jeunes dans l'agriculture (PSIJA). Lancé par l'État béninois pour lutter contre le chômage et l'exode rural, ce programme comprend une phase pilote de 2 ans (2009-2010), dont le coût est évalué à 7 milliards de FCFA (10,6 millions €), financé à 100 % par le budget national, suivie, à partir de 2011, d'une phase de promotion de l'entreprenariat agricole chez les jeunes.

"C'est une initiative originale au regard des expériences passées", estime Aly Bouco Imorou,

secrétaire général du ministère chargé de l'Agriculture et du Développement rural. Selon lui, les programmes précédents portaient sur l'octroi de crédits, la formation et le suivi des bénéficiaires, sélectionnés sur la base de dossiers, sans chercher à régler la question cruciale de l'accès aux marchés. "Ils marchaient bien, mais ils échouaient à l'étape de la commercialisation", conclut-il.

Le PSIJA innove selon lui par plusieurs aspects, notamment : une sélection des bénéficiaires plus ouverte, fondée non plus sur l'étude de dossiers, mais sur la motivation et le volontariat ; la sécurisation et la préparation des terres (par la délivrance de titres fonciers, l'essouchement, le labour...) mises gratuitement à la disposition des jeunes ; l'octroi de subventions ; une formation

et un suivi pratiques sur site.

L'une des spécificités les plus fortes est la sécurisation des marchés. La SONAPRA (Société nationale de la promotion agricole), une entreprise publique, achète la production de ces jeunes aux prix homologués et la commercialise. Résultat : une motivation élevée chez les bénéficiaires et des rendements supérieurs à la moyenne nationale. "Les jeunes font 2,5 t de maïs et 4 t de riz à l'hectare contre respectivement 1,5 t et 2,5 t en moyenne", selon le ministère. En 2011, la seconde phase du programme s'attachera à rendre plus professionnels les jeunes les plus méritants en appuyant leur activité sur un plan d'affaires qu'ils soumettront au PSIJA.



► jachère des terres. De nombreux petits agriculteurs n'ont pas accès aux engrais, qui ne sont pas disponibles ou sont très onéreux. Actuellement, les paysans africains n'utilisent en moyenne que 8 kg d'engrais chimiques par hectare et par an contre 90 kg en moyenne mondiale. Selon le Centre international de développement des fertilisants (IFDC), 85 % des terres cultivées ont ainsi perdu en moyenne 30 kg de nutriments par hectare et par an. Les rendements stagnent, ils sont de 12,3 quintaux de céréales par hectare, sans changement depuis 1980 (30,9 quintaux en Asie et 54 en Europe).

L'accès aux engrais et aux autres intrants – semences améliorées, pesticides – ainsi qu'au matériel agricole constitue un préalable incontournable à la très forte hausse de production attendue dans les décennies à venir. Un défi qu'il convient aux États de relever en priorité, comme le soulignent de nombreuses études.

Favoriser l'accès aux marchés

L'autre obstacle d'importance pour de nombreux agriculteurs est l'enclavement, qui ne permet pas l'écoulement des récoltes, dont près d'un tiers est perdu faute de moyens de stockage appropriés. Pourquoi alors produire plus ? Plus de 60 % des ruraux habitent et cultivent à plus de deux kilomètres d'une route où les véhicules peuvent circuler en toutes saisons. Près de la moitié des pistes rurales sont dégradées, ce qui augmente les durées et les coûts de transport ; quand elles ne sont

pas totalement inutilisables. Dans certains pays, comme en RDC, des régions entières qui auparavant en alimentaient d'autres ou exportaient sont aujourd'hui totalement enclavées. Elles ne peuvent plus évacuer leurs produits si ce n'est à vélo ou à dos de femmes...

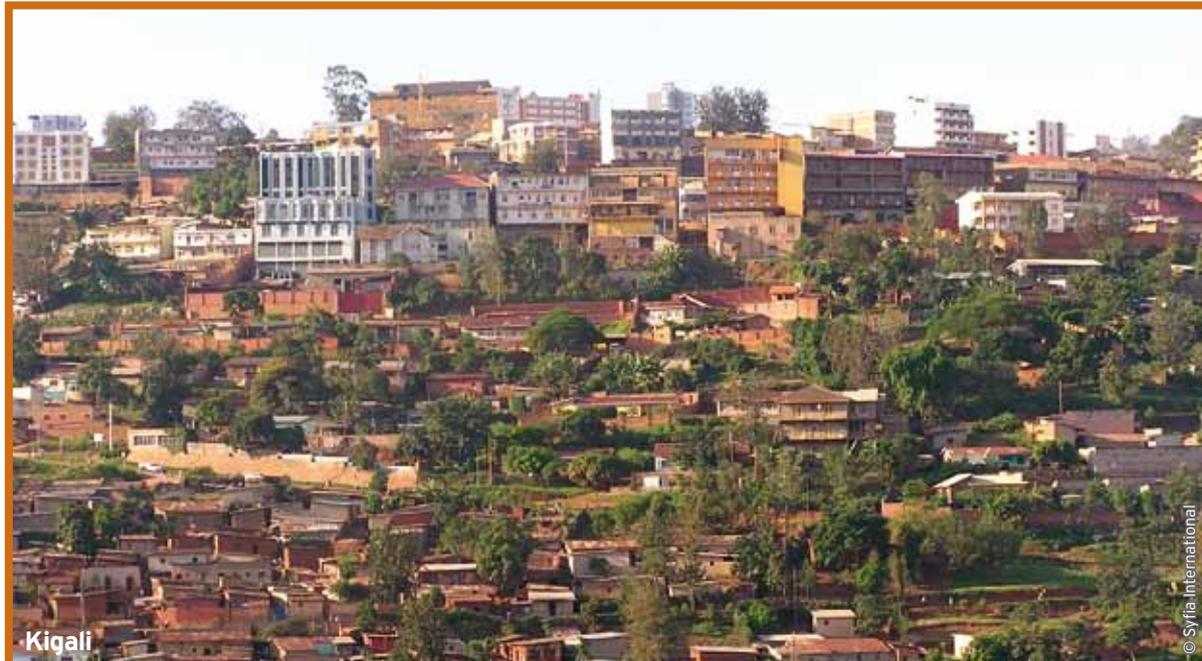
Là aussi la réfection de ces pistes, en cours dans certains pays, et la construction de nouvelles routes exigent des financements colossaux et la participation de tous : bailleurs de fonds, États, privés, populations locales. Mais c'est la condition indispensable pour que les agriculteurs puissent approvisionner les marchés tant locaux que nationaux ou régionaux et ainsi alimenter les villes.

Employer les jeunes

Face à l'explosion démographique attendue, l'Afrique dispose d'atouts physiques importants dont la mise en valeur demande de lourds investissements. L'accroissement de la population, qui les rend urgents, est aussi un atout, car il se traduit par l'arrivée sur le marché d'une main-d'œuvre abondante et jeune. En dépit d'un fort exode rural, la population des campagnes continuera à croître de 1,4 % par an. De 2005 à 2030, elle passera de 473 à 604 millions en Afrique. En 2010, encore près de 70 % des gens vivent de la terre en zone rurale et à proximité des villes. Les zones urbaines, très peu industrialisées, n'offrent pas assez d'emplois formels pour tous les jeunes qui arrivent sur le marché du travail : 10 millions par an actuellement, de 18 à 20 millions en 2030. ►



© Terre Inouïte



Kigali

© Syifa International

Rwanda : Travailler en ville pour investir au village

[REPORTAGE]

Les jeunes ruraux rwandais, qui quittent leur colline pour venir travailler à Kigali, n'ont souvent plus envie de s'y installer durablement. Ils savent désormais que la capitale n'est pas le paradis rêvé où les gens gagnent facilement leur vie. "La ville attire des jeunes des campagnes, car ils peuvent y trouver des petits jobs mieux rémunérés que les emplois des régions rurales. Mais nous conseillons aux jeunes d'épargner pour retourner investir chez eux", déclare un des responsables de l'Association des travailleurs domestiques basée à Kigali. "Aujourd'hui, poursuit-il, ils sont nombreux à penser retourner au bercail pour y monter des petits projets qui servent d'exemples aux villageois."

Valens Mfitumukiza, 32 ans, travaille depuis

deux ans à Kigali comme veilleur de nuit. Il gagne 25 000 Frw (35 €) par mois qu'il épargne en totalité. Pour vivre, il se contente des revenus des petits travaux qu'il fait dans la journée. "Avec ce petit capital, je suis parvenu à acheter une vache à 100 000 Frw (140 €). Je suis en train de me construire une maison chez moi dans la province de l'Ouest", se félicite-t-il. Bon nombre de travailleurs domestiques demandent même à leurs patrons de garder leurs salaires pour pouvoir disposer d'une somme plus importante quand ils en ont besoin.

Ces jeunes constatent, en effet, qu'il est de plus en plus difficile de se loger à Kigali lorsqu'on a peu de moyens. Ceux qui ne sont pas domestiques ont bien du mal à gagner leur vie. Ceux qui font du

petit commerce sont régulièrement pourchassés par les forces de l'ordre car, à Kigali, vendre dans la rue est interdit. "Retourner à la campagne pour y monter un projet ou y construire un logis est plus rassurant", remarque un de ces jeunes. Après s'être fait, à maintes reprises, confisquer ses marchandises par les policiers, il a finalement décidé de démarrer une boutique dans son village. Nombre de ses camarades qui se sont échinés en vain pour s'intégrer en ville font de même. Emeritha Mukantaganzwa, 28 ans, a acheté un champ, après avoir travaillé quelques années comme domestique. "J'exploite ma parcelle en y cultivant des légumes qui me font gagner plus qu'on me payait à Kigali", témoigne-t-elle.

Djalja Bazubagira



INTERVIEW

CARAÏBES

Assurer la relève

Jethro Greene est le coordinateur en chef du Réseau des agriculteurs caribéens (CaFAN)



Le secteur agricole des Caraïbes est menacé depuis un certain temps. Des perceptions sociales négatives liées

à l'histoire, des économies centrées sur le tourisme et le pétrole, de désastreuses politiques commerciales

libérales, la substitution par les importations et la stagnation des investissements publics : tout cela a conduit à une véritable déliquescence de l'agriculture. Outre les défis que pose l'absence de mécanisation, d'assistance commerciale et financière, le secteur semble vieillissant. En quête de sécurité financière, de plus en plus d'individus gravitent autour des zones urbaines à la recherche d'un emploi. Toute la région Caraïbe est ainsi marquée par le manque de jeunes entrepreneurs. Des enquêtes auprès des organisations paysannes révèlent que l'âge moyen des agriculteurs a augmenté — 45 ans dans la plupart des îles — et nombre d'entre eux ont plus de 60 ans.

Le CaFAN a récemment tenu un atelier pour traiter des causes

principales du manque d'engagement des jeunes dans le secteur. Cela visait aussi à fournir un cadre favorable pour que jeunes et moins jeunes se rencontrent, échangent des idées, fassent émerger des leaders et des solutions communes à des problèmes communs.

Développement technologique, professionnalisation agricole, liens sectoriels ainsi qu'accès à la terre, à la finance et au marketing sont autant de questions clés pour de futures actions. Pour encourager la jeunesse à s'impliquer dans l'agriculture, il faudrait plus de programmes destinés aux jeunes, qui s'appuient sur la technologie pour augmenter productivité et rentabilité, diffusent l'information sur les opportunités à saisir, via le système éducatif formel et la création

d'un fonds de développement agricole qui aide financièrement les jeunes entrepreneurs agricoles.

Nos objectifs : améliorer la qualité de vie des petites familles paysannes et donner au secteur agricole les moyens d'entreprendre et une indépendance économique. Divers projets et la collaboration continue des secteurs public et privé ont permis des progrès importants vers la création d'un environnement favorable aux jeunes. Nous espérons que, partout dans la région, ils saisiront ces opportunités, afin non seulement d'accéder à l'indépendance et la sécurité financières mais pour s'engager, contribuer à réduire l'insécurité alimentaire et renforcer les tentatives nationales de diversification économique.

► En 2006, selon l'Organisation internationale du travail, 27 % des jeunes Africains de 15 à 35 ans n'avaient pas de travail, formel ou informel, et n'allaient pas à l'école. Une situation désespérante qui pousse certains d'entre eux à s'exiler à tout prix ou, dans les zones de conflits, à s'enrôler comme enfants soldats, triste moyen de gagner leur vie. Dans les conditions actuelles, l'agriculture et les activités rurales resteront, pour les décennies à venir, les principales pourvoyeuses d'emplois et de revenus pour ces cohortes de jeunes.

Beaucoup d'Africains sont sous-employés dans les campagnes, par exemple pendant la longue saison sèche au Sahel ou faute de terres au Rwanda. Cependant, on manque de bras au moment des gros travaux agricoles comme le labour, surtout là où les femmes, à la tête d'exploitations, ne peuvent tout assumer.

Mais pour les jeunes, être agriculteur, actuellement n'est guère attractif. Ce métier est déconsidéré, voire méprisé. Le peu d'intérêt des autorités ces dernières décennies pour ce secteur, pourtant ►



© Syfia International



C. Dancette © Cirad

CAP-VERT

Cap sur l'eau

Le Cap-Vert est l'un des pays les moins arrosés de la planète. Il y tombe 260 mm d'eau au mètre carré en moyenne par an, la limite inférieure des précipitations au Sahel. Sans aménagements de retenue, l'eau dévale les pentes abruptes de ces îles volcaniques, provoquant une forte érosion et une faible infiltration. Seulement 17 % de cette eau atteint les nappes phréatiques, le reste s'évapore ou rejoint l'océan. Mal approvisionnées et surexploitées, ces nappes connaissent une inquiétante baisse de niveau, accompagnée d'une salinisation accélérée des zones côtières.

Cette situation extrême a amené les autorités capverdiennes à faire du développement de l'agriculture irriguée de surface, par aspersion et micro-irrigation, et de la protection de l'environnement un axe stratégique de leur politique de sécurité alimentaire. Le potentiel irrigable de l'archipel est estimé à 3 000 ha. Avec l'aide de la Banque africaine de

développement (BAD) et de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), le gouvernement a démarré en 2004 l'aménagement de bassins versants dans les trois îles volcaniques de Santiago, San Antao et San Nicolau — qui concentrent 90 % du potentiel irrigable. Objectif : freiner la dégradation des sols due à l'érosion et mieux mobiliser les eaux de pluie par la construction de petits barrages et de périmètres irrigués.

La coopération chinoise a financé la construction du premier grand barrage hydro-agricole du Cap-Vert à Poilão sur l'île de Santiago. Inauguré en 2006, sa capacité de rétention est de 1,7 million de m³. En juin 2009, le Portugal a annoncé son intention de financer la construction de trois autres barrages pour un coût de 100 millions €. D'autres solutions techniques ont été proposées : revêtement des canaux, capacités locales de stockage accrues, cultures moins exigeantes en eau et surtout promotion de l'irrigation localisée pour utiliser au mieux cette eau si précieuse pour l'avenir de ces îles et l'alimentation de leurs 500 000 habitants.



Cameroun : pour les jeunes de 20 à 50 ans

[REPORTAGE]

“Voyez ! Avec de l’engrais, ça change tout.” Régine Demeze, responsable d’un Groupe d’initiative commune (GIC) à Mélong (130 km à l’ouest de Douala), balaise du regard sa plantation luxuriante de maïs parsemé de plants de manioc et de macabo. Les jeunes plants robustes aux feuilles vert foncé font espérer de bonnes récoltes, malgré les pluies tardives de cette année. “C’est grâce au crédit du Fonds national de l’emploi (FNE)”, se réjouit-elle. Un prêt de 50 000 FCFA (76 €) lui a permis de payer la main-d’œuvre qui l’a secondée dans les travaux et d’acheter engrais et pesticides.

Depuis 2 ans, son groupe, composé de dix membres, bénéficie comme la plupart des GIC de la région d’un prêt du Programme d’appui au développement des emplois ruraux (PADER), mis en œuvre par le FNE, un organisme public. Régine, 40 ans cultive environ 3 ha de plantations

disséminées dans les villages de la localité. “Sans ces crédits, aucun d’entre nous ne pourrait exploiter plus de 2 ha”, affirme Julienne Ouandji, qui évalue à 5 ha l’ensemble de ses plantations de polyculture vivrière où domine le maïs. “Cela nous aide à faire deux récoltes de maïs, haricot et soja par an, ajoute Jacqueline Nkouakam. J’ai réussi ainsi à doubler ma production.” Les prêts dont le taux d’intérêt annuel se monte à 8 % sont remboursables en 10 mensualités. “Les remboursements se font à 100 %”, lance Régine Demeze, en exhibant des reçus bancaires et un cahier où sont notés les paiements mensuels de ses membres.

De l’avis de tous les bénéficiaires, ce système de financement a un avantage que beaucoup d’autres n’ont pas : “Les gens du FNE viennent directement sur le terrain ; chaque groupe exprime ses besoins et ils financent.” En général, 80 % du prêt se fait

en nature (pulvérisateurs, engrais, pesticides, etc.), en fonction des demandes du GIC. Le reste est versé sur le compte du groupe pour les membres concernés. “Cela nous évite d’avoir à payer des frais de voyage et des commissions aux multiples intermédiaires lorsque les fonds sont débloqués au ministère”, apprécie Pauline Magne. Sans compter que les fonds n’arrivent pas toujours à leurs destinataires...

Le PADER, qui s’adresse aux paysans de 20 à 50 ans constitués en GIC, a été lancé dans plusieurs régions camerounaises à partir de 2003 afin de lutter contre la pauvreté par la création et le renforcement d’emplois ruraux. Au total, fin 2009, il a financé plus de 35 000 projets et créé quelque 52 000 emplois dans diverses filières (riz, maïs, manioc, etc.).

Étienne Tassé



► vital, a renforcé ce sentiment d’abandon. L’absence de formations adaptées aux besoins des jeunes ruraux qui veulent se moderniser en témoigne. L’école est un premier pas. La fréquentation de l’école primaire, qui a bien augmenté depuis une dizaine d’années, est aujourd’hui de 76 %. Dans le secondaire, elle ne dépasse pas 30 % et est concentrée dans les villes et sur les garçons. Pourtant, lorsque la fréquentation des filles dans le secondaire augmente de 1 %, la croissance économique progresse de 0,3 %... Une formation professionnelle adaptée aux besoins est un gage de modernisation de l’agriculture et permet aux jeunes de se dégager du poids souvent pesant des traditions.

Revaloriser le métier d’agriculteur, rendre les zones rurales attractives, prendre en compte les besoins et les souhaits de cette catégorie de la population, sont autant de défis à relever pour que les générations montantes restent dans les campagnes africaines. Certes, une partie d’entre eux continuera à venir grossir les villes, mais l’arrivée de jeunes agriculteurs bien formés et dynamiques, prêts à innover, ouvre la voie à la hausse de la productivité tant attendue. À ces conditions, ces nouvelles générations si nombreuses seront plus une richesse qu’un poids.

Il n’y a pas le choix. Nourrir et faire vivre deux milliards de personnes en 2050 implique de faire de l’agriculture la priorité absolue. ■

Pour aller plus loin

CTA

16^e Briefing de Bruxelles sur *La croissance démographique et ses implications pour le développement rural ACP* (janvier 2010)
<http://tinyurl.com/27olr56>

FAO

Forum d’experts de haut niveau sur *Comment nourrir le monde en 2050 ?* (octobre 2009)
<http://tinyurl.com/2a7799g>

Banque mondiale

• **Rapport sur le développement dans le monde 2008. L’agriculture au service du développement**
<http://tinyurl.com/2dc917s>

RuralStruc
<http://tinyurl.com/23l2ru7> (en anglais)

• **Les besoins d’investissement dans l’irrigation en Afrique subsaharienne**
Résumé en français :
<http://tinyurl.com/33au3x3>

Fondation Farm

Fondation pour l’agriculture et la ruralité dans le monde
• **Les potentialités agricoles de l’Afrique de l’Ouest**
<http://tinyurl.com/36uwu4j>

• Défis agricoles africains

Sous la direction de J.-C. Devèze
Karthala, 2008, 414 p. - ISBN 978-2-8111-0011-7

• Nourrir la planète

Par M. Griffon
Éditions Odile Jacob, 2006
ISBN 978-2-7381-1805-9



INTERVIEW “Produire plus sans polluer”



Vincent Ribier, chercheur en économie au CIRAD-Environnements et sociétés

Face au défi de nourrir une population mondiale de plus en plus

nombreuse tout en se préoccupant de l'environnement, vous répondez par l'agriculture écologiquement intensive. Que recouvre ce concept ?

L'agriculture écologiquement intensive cherche à mieux valoriser les ressources naturelles disponibles dans l'écosystème. L'objectif est de modifier le fonctionnement du système pour le rendre plus efficace. Cela permet simultanément de limiter l'utilisation des intrants chimiques comme les engrais et les pesticides, et donc la pollution. Le cycle du carbone est intensifié par la production de biomasse qui accroît le stock de matière organique disponible pour la plante. Cette biomasse assure une couverture du sol afin de réduire les adventices, diminuer l'évaporation et l'érosion des sols, et enfin améliorer la fertilité. Le cycle de l'eau est également optimisé par des ouvrages simples de rétention.

Dans les exploitations qui utilisaient peu d'intrants chimiques, avec de bas niveaux de rendement, comme c'est généralement le cas dans les petites exploitations africaines, la forte disponibilité potentielle de biomasse laisse augurer une amélioration de la fertilité naturelle, tout en réduisant la sensibilité aux aléas climatiques et aux risques de maladie. Cela peut se traduire pour les agriculteurs par plus de stabilité économique et moins de risque, et contribuer à la fonction d'assurance.

Ce système est donc bien adapté à la petite agriculture familiale ?

Tout à fait. Le moindre recours à des intrants rend ces pratiques plus accessibles à des producteurs ne pouvant pas préfinancer l'achat des différents facteurs de production. D'autre part, le système est valable quelle que soit la taille de l'exploitation, ce qui ne pénalise pas les très petits producteurs. Enfin, cette agriculture demande peu d'intrants mais beaucoup de

main-d'œuvre. C'est donc un gage de maintien de la population en milieu rural à l'heure où les questions d'emploi et d'exode rural sont d'une actualité brûlante. Les gains de productivité obtenus sans acheter d'intrants permettent de conserver leur rentabilité aux exploitations même avec plus de main-d'œuvre.

Chacun peut donc facilement l'appliquer sur son exploitation ?

Oui, mais le système fonctionne mieux si l'on n'est pas isolé dans cette démarche. Il est bien que des exploitations voisines entreprennent la démarche ensemble. Les résultats seront plus probants si ces pratiques sont généralisées au sein de la zone de production. Dans le cas contraire, la phase de transition sera plus lente et délicate à gérer. Il est donc souhaitable d'encourager l'adoption de ces pratiques à l'échelle de micro-bassins versants et de favoriser la réalisation en commun de divers travaux d'aménagement.

L'équation malienne



Une économie qui évolue peu face à une croissance démographique toujours forte. Telle se présente “L'équation malienne” selon RuralStruc (pour Rural Structure), une

étude menée depuis trois ans au sein de la Banque mondiale sur l'évolution des économies rurales. Au Mali, la population a quadruplé depuis l'indépendance et pourrait encore quadrupler pour atteindre 56 millions d'habitants en 2050, soit 40 millions de plus qu'aujourd'hui. Cette forte croissance s'explique par une fécondité toujours élevée, une baisse de la mortalité, le tassement de l'émigration et le retour des migrants de Côte d'Ivoire à la suite des troubles politiques et de leurs retombées socio-économiques.

Où et à quoi seront employés les 300 000 jeunes bras nouveaux qui se présentent chaque année sur le marché du travail et qui seront 520 000 dans 15 ans ? Pour RuralStruc, l'urbanisation se poursuivra à un rythme soutenu. Mais la population rurale, estimée à 64 % des Maliens, devrait rester majoritaire jusqu'en 2030. L'économie malienne aura 6,2 millions de nouveaux actifs à absorber dans les quinze prochaines années et le milieu rural à lui seul 3,3 millions, soit un peu plus de 200 000 par an en moyenne.

Le secteur agricole reste donc déterminant pour l'avenir du pays. La croissance démographique urbaine offre de nouveaux et importants débouchés pour les produits agricoles, de même que l'intégration régionale en cours qui fera jouer la complémentarité des productions. Le développement d'une économie rurale non agricole, largement basée sur les services, créerait un autre important vivier d'emplois. Mais son développement dépend de l'augmentation du pouvoir d'achat agricole.

L'importance de l'enjeu justifie bien, selon RuralStruc, la mise en place de nouvelles politiques en faveur du monde rural, actuellement très défavorisé. Dans un contexte de réduction de l'émigration, de baisse des effectifs de la fonction publique et de faiblesse persistante du tissu industriel, l'agriculture reste un réservoir majeur d'emplois.

Les scénarios Agrimonde

La plateforme Agrimonde est un outil de réflexion prospective sur les enjeux alimentaires et agricoles mondiaux piloté par l'INRA et le CIRAD (France). Pour arriver à fournir à chacun des 9 milliards d'habitants de la planète 3 000 kcal/j (soit un quart de plus qu'actuellement pour l'Afrique) en 2050, les chercheurs ont envisagé deux scénarios.

Scénario Agrimonde 1 : nourrir la planète en préservant les écosystèmes

Ce scénario repose sur l'intensification écologique de la production agricole en préservant les ressources naturelles et la fertilité des sols. En 2050, des investissements massifs ont permis d'aménager les territoires, d'organiser les filières, d'améliorer les revenus des ruraux. L'exode rural s'est ralenti. Les échanges de biens alimentaires sont régulés par l'Organisation des Nations unies pour la sécurité alimentaire (UNOFS) qui gère aussi les stocks. Les terres cultivées se sont étendues, mais les pratiques agroforestières et agroécologiques ont permis

de préserver en grande partie la biodiversité.

Scénario Agrimonde GO (Global orchestration) : nourrir la planète en privilégiant la croissance économique mondiale

Ici, l'augmentation rapide de la production alimentaire prime. On l'obtient grâce à de forts investissements dans la recherche, les infrastructures, l'éducation et la santé, la diffusion rapide de nouvelles technologies avec l'aide des firmes multinationales, favorisée par de faibles barrières commerciales.

Les cultures sont beaucoup plus intensives grâce aux engrais et aux

semences améliorées, en grande partie OGM. La grande majorité des exploitations agricoles, petites comme grandes, sont devenues très mécanisées et industrielles. La croissance économique mondiale a été très forte, les créations d'entreprises nombreuses, l'exode rural s'est accru. Les préoccupations environnementales sont prises en compte à l'échelle mondiale.

Pour un décollage agricole rapide en Afrique subsaharienne, les chercheurs estiment préférable de commencer par un scénario Agrimonde GO. Cela laisserait le temps de perfectionner les techniques d'intensification écologique nécessaires pour adapter l'agriculture aux changements climatiques.



© Terre Nourricière



3 | Agir sur la force de travail Productivité rime avec santé

L'amélioration de la santé en milieu rural peut avoir des répercussions majeures sur la démographie et la productivité du travail. Autre domaine clé, l'éducation, celle des femmes et des filles surtout, pour qu'elles pèsent davantage sur l'avenir de leurs familles.

Tout paysan le sait : produire de la nourriture est un dur labeur. Qu'il s'agisse de culture, d'élevage, de foresterie ou de pêche, de bons résultats sont dans une certaine mesure liés à la santé et à la force des personnes impliquées. Des millions d'individus dans les pays ACP sont privés d'accès aux soins médicaux de base ; le manque est d'autant plus criant dans les zones rurales. Or, il faudra étendre les services sanitaires aux communautés rurales si l'on veut consolider la force de travail et améliorer la sécurité alimentaire. Les maladies telles que le paludisme, la tuberculose et surtout le VIH/sida ont un immense impact sur la capacité de travail des gens ; l'absentéisme et les faibles performances imputables à la maladie posent un vrai problème, en particulier en Afrique australe et de l'Est. Soins médicaux coûteux et temps passé à veiller des parents malades épuisent aussi les revenus des ménages. En Afrique subsaharienne, le sida a tué environ sept millions de travailleurs agricoles depuis 1985. La région Caraïbe est la seconde la plus touchée au monde ; le sida y demeure l'une des principales causes de décès des 25-44 ans.

Maladie que l'on peut à la fois prévenir et guérir, la tuberculose emporte encore 1,3 million de vies chaque année et, si la lutte contre le paludisme progresse grâce aux moustiquaires imprégnées d'insecticide et aux thérapies combinées à base d'artémisinine, des financements et actions supplémentaires sont indispensables. Les Nations unies estiment que le paludisme cesserait de tuer d'ici 2015 si des moustiquaires de lit étaient fournies à toutes les populations vivant dans les pays où il est endémique.

L'amélioration de la santé rurale a des effets tangibles sur la productivité. "Nous disposons à Macha d'une grande clinique de soins

antirétroviraux (ARV) et de nombreux patients sous thérapie ARV redevennent productifs, alors qu'ils étaient trop malades auparavant pour travailler", explique le Dr Phil Thuma, administrateur de l'hôpital de la mission de Macha en Zambie, où l'on traite les patients atteints de sida, tuberculose et paludisme. Dans la région de Hoedspruit, au Limpopo, en Afrique du Sud, les exploitations agricoles qui fournissent des services sanitaires à leurs ouvriers, incluant tests du sida et traitement ARV, ont observé une augmentation de leur productivité. Dans le cadre de la même initiative, les femmes se voient proposer des services de planning familial et de maternité et leurs enfants sont intégrés à des programmes de vaccination.

Prévention et diagnostic

La vaccination contre des maladies telles qu'oreillons, polio, diphtérie et tétanos peut considérablement contribuer à réduire la mortalité infantile. Il est de plus avéré que, quand le taux de mortalité infantile chute, les femmes ont moins d'enfants. Améliorer la nutrition est primordial pour une meilleure santé, en particulier celle des ruraux dont la force de travail est indispensable pour cultiver et élever le bétail. D'autres éléments peuvent faire une grande différence ; par exemple un environnement plus hygiénique – incluant un approvisionnement en eau saine pour réduire les maladies telles que la diarrhée, l'une des premières causes de décès chez les moins de cinq ans.

Le diagnostic est une composante essentielle de toute stratégie de prévention, mais dans nombre de pays ACP les installations font défaut. Un test rapide et bon marché développé par des chercheurs aux USA soulève l'espoir de détecter précocement trois maladies négligées. Ce test ►

Bonne nuit aux Salomon !

Le paludisme n'est pas seulement un problème de santé publique majeur, c'est aussi un obstacle important au développement des îles Salomon, et il génère d'énormes pertes économiques. Conflits ethniques armés, services sanitaires défectueux et déclin des investissements publics ont gravement affecté les activités de contrôle

de la maladie ces dernières années.

Cependant, l'introduction d'un programme de distribution de moustiquaires lancé avec l'assistance de bailleurs donne de bons résultats. Le paludisme est généralement très répandu : 77 insulaires sur 1 000 en sont victimes chaque année. Les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement vulnérables : ils représentent plus d'un quart des admissions hospitalières pour paludisme.

Les chiffres indiquent toutefois un déclin substantiel en 2009 après la distribution de plus

de 15 000 moustiquaires gratuites et le nettoyage de 54 sites de reproduction des moustiques. Le programme incluait aussi des conférences sur le paludisme et les méthodes pour s'en protéger.

Le Programme national de lutte contre le paludisme prépare à présent la distribution de 360 000 moustiquaires supplémentaires. Selon son directeur national, Albino Bobogare, les moustiquaires correctement utilisées devraient encore faire chuter les taux d'infection. "Une simple moustiquaire de lit reste l'une des armes les plus efficaces dans la lutte contre le paludisme", dit-il.



3 | Agir sur la force de travail

► trois-en-un fournirait un diagnostic fiable de la maladie de Chagas, de la leishmaniose et de la trypanosomiase africaine ou maladie du sommeil, en seulement une heure et pour quelques cents l'unité. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) estime que quelque trois millions de personnes sont infectées chaque année par l'une de ces trois maladies.

Début 2010, des scientifiques de cinq pays est-africains ont créé un centre conjoint de surveillance pour la détection précoce et le contrôle des maladies infectieuses. Grâce à de meilleurs laboratoires, le Centre de contrôle des maladies infectieuses de l'Afrique de l'Est (EACIDS), qui rassemble des membres du Burundi, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda et de la Tanzanie, devrait améliorer la détection et le traitement transfrontaliers des épidémies infectieuses. Si celles-ci restent la pire menace sur la santé de la plupart des régions ACP, l'obésité émerge comme un problème majeur, en particulier dans les Caraïbes et le Pacifique. Ce phénomène est largement dû au changement de régime alimentaire et de style de vie, avec la dépendance vis-à-vis d'aliments importés, moins sains, excessivement gras et sucrés. Dans le Pacifique, qui connaît ces dernières années une augmentation alarmante des maladies chroniques due à la surconsommation d'aliments importés, entre autres, un projet de sensibilisation des populations aux bienfaits des espèces sous-exploitées a permis d'identifier plusieurs cultures clés et de lancer une campagne pour les rendre plus accessibles et les réintroduire dans les régimes alimentaires locaux.

Mieux vaut prévenir que guérir, mais cela coûte cher et beaucoup ne consultent qu'en cas de problème grave. Les systèmes d'assurance médicale en zones rurales qui démarrent dans certains pays ACP contribuent à remédier à cela en proposant à leurs clients un accès à des services médicaux pour des contrôles ou traitements. Dans le Sud-Kivu, le nombre de personnes qui contractent une assurance a quasiment doublé ces deux dernières années. Cadre de la santé publique, Isaac Miruho affirme que l'un des effets notoires est l'augmentation du nombre d'accouchements à l'hôpital – avec donc moins de complications – et du nombre de mères qui se rendent aux consultations prénatales, ce qui contribue à améliorer les taux de survie des mères comme des enfants. Plus de 500 000 femmes meurent en couches chaque année dans le monde, la plupart au Sud. Dans plusieurs pays ACP, les technologies « e-santé » mobilisant les TIC pour encourager et suivre la prise des médicaments au sein des populations rurales s'annoncent prometteuses. Un système d'archivage électronique délivrant tests et traitements médicaux à 40 000 patients a révolutionné le traitement du VIH dans l'ouest du Kenya.

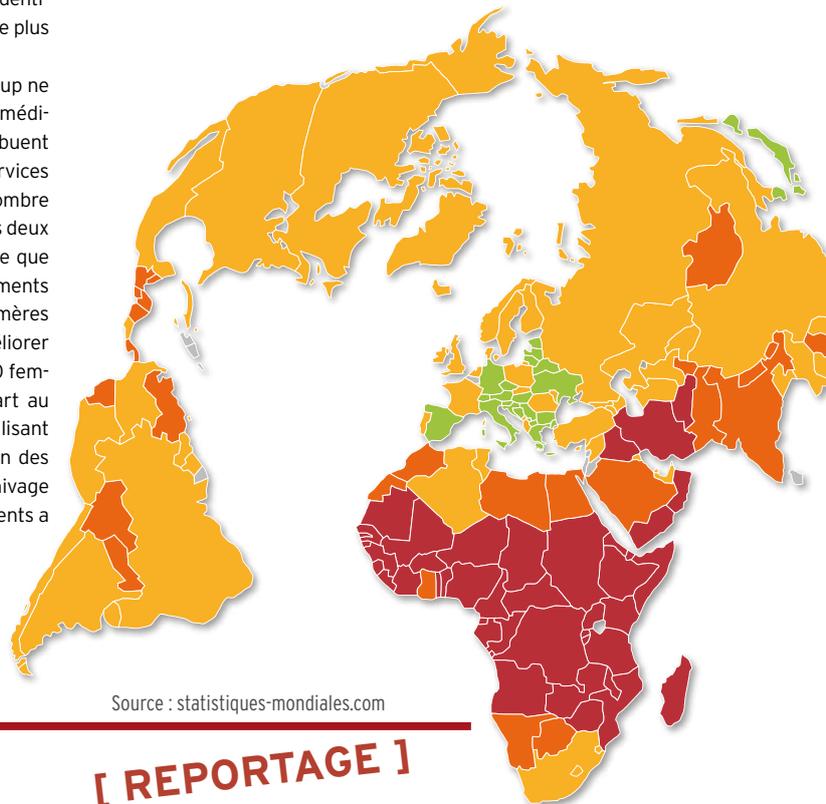
Des familles moins nombreuses

Permettre aux couples de limiter le nombre de leurs enfants et d'espacer les grossesses est un droit inscrit dans un certain nombre de déclarations internationales. Bien que les taux de fécondité

diminuent dans les pays du Sud, leurs niveaux demeurent élevés en Afrique et l'usage de contraceptifs y reste limité. Les États ont régulièrement intensifié leurs politiques de promotion de la contraception dans le dernier quart du vingtième siècle. La demande de planning familial devrait néanmoins dépasser l'offre, une situation qu'exacerbe la crise financière. En outre, bien que l'utilisation de contraceptifs ait augmenté dans le monde, de moins de 10 % dans les années 1960 à 62 % des femmes mariées en âge de procréer en 2009, les disparités régionales restent considérables. En Afrique, seules 28 % des femmes mariées recourent à la contraception, contre 71 % en Amérique latine et 67 % en Asie.

Si les femmes en Afrique ont été dans l'ensemble lentes à adopter la planification des naissances, c'est en partie pour des raisons religieuses, économiques et culturelles. Dans de nombreux pays, avoir une famille nombreuse reste un signe de prestige social, surtout dans ►

Taux de natalité en 2009



Source : statistiques-mondiales.com



Niger : [REPORTAGE] les marabouts à la rescousse

L'espacement des naissances n'est plus un sujet tabou au Niger. Les marabouts commencent à modérer leurs discours dans ce pays où l'indice de fécondité est l'un des plus élevés au monde (7,1 enfants par femme).

“Le musulman croyant que je suis s'interdit de parler de limitation des naissances. C'est Dieu qui nourrit et c'est Lui qui donne les naissances. Néanmoins, pour la santé de la mère et de l'enfant, l'islam n'interdit pas d'espacer les naissances”, assure Mallam Adam, marabout. Autrefois impensables, de tels propos développés de plus en plus par des marabouts sont en train de changer les mentalités. Des hommes qui, par le

passé, étaient très hostiles à cette planification se montrent attentifs à leurs discours.

Au Niger, pays fortement islamisé, les marabouts sont consultés sur tous les sujets de société. Ils préconisent l'allaitement maternel comme la méthode la plus appropriée pour espacer les naissances. Mais certains hommes, le plus souvent instruits, font plus confiance aux contraceptifs modernes. “C'est une véritable révolution. Aujourd'hui, des hommes même non instruits acceptent la contraception”, affirme Hassane Mani, 52 ans, agriculteur, père de 15 enfants. Rabi Moussa, 36 ans, ménagère, très affaibli par ses six maternités, nous confie : “Mon mari ne fait plus de résistance. L'espacement des naissances n'est plus un problème dans notre foyer. Il y a 12 ans, il m'avait battue quand je lui ai dit que j'étais allée au centre de planification familiale. Maintenant, il accompagne lui-même ma jeune coépouse au centre.”

Pour Nana Hadiza, enseignante à Maradi — ville située à plus de 700 km à l'est de Niamey, la capitale du Niger —, l'évolution des mentalités constatée chez beaucoup de maris est le fruit de la sensibilisation des marabouts. “Ils nous disent ce qui est permis et ce qui est interdit en matière de contrôle des naissances”, témoigne Ali Ibra, un polygame de 35 ans, revendeur à Maradi.

“Ici, le nombre de femmes qui consultent pour la contraception a presque triplé ces dix dernières années”, constate Fatchima Zara, 46 ans, sage-femme dans une maternité de Niamey. “Elles viennent chercher des pilules. D'autres se font faire des injections, mais elles demandent rarement des préservatifs. Sage-femme depuis plus d'une vingtaine d'années, je suis convaincue que, désormais, elles ne le font pas à l'insu de leurs maris, très opposés à tout cela il y a quelques années.”

Souleymane Saddi Maâzou



[REPORTAGE]

Malawi : plus éduquées... mieux payées

Les femmes de Dowa, au centre du Malawi, ont un bon revenu et acquièrent des connaissances sur le contrôle des naissances et le VIH/sida avec l'aide d'une ex-enseignante qui les a structurées en groupe. C'est en constatant que de nombreuses femmes de son voisinage n'avaient aucun moyen de subsistance que Chrissie Chinkhuntha a eu l'idée de créer Tikondwe Freedom Gardens. "Chaque année, elles n'avaient de nourriture que pour trois mois. Leurs enfants souffraient de la faim et pouvaient difficilement aller à l'école. Cela me préoccupait beaucoup", se souvient l'enseignante à la retraite. À présent, toutes les membres du groupe gagnent environ 500 € par an. Elles ont appris de meilleures pratiques agricoles, à fabriquer du compost bio et à cuisiner pour les visiteurs toujours plus nombreux de leur exploitation.

Tikondwe Freedom Gardens produit plus de

20 sortes de fruits et de légumes et diverses herbes. "Nommez un aliment au hasard et nous vous le cuisinerons, assure Anna, la trésorière du groupe. Les touristes veulent toujours goûter la nourriture locale. À la fin de chaque mois, nous calculons nos gains et les partageons entre nous."

"Les femmes apprennent beaucoup de choses dans notre groupe, explique Mme Chinkhuntha. Nous donnons par exemple des informations sur le planning familial ainsi que sur le VIH/sida. Celles-ci sont cruciales pour la santé des familles qui peuvent vivre de petits revenus." Elle ajoute que les femmes sont les mieux placées pour transmettre ce genre d'informations aux filles, dont un nombre inquiétant dans la région quitte l'école pour cause de grossesse précoce. "Une autre question vitale est celle de la terre : il y en a de moins en moins car la population augmente. C'est un élément qui doit être contrôlé et, sur ce thème, ce sont les femmes qui sont les meilleurs pédagogues de leurs communautés."

Les membres du groupe s'entraident pour les travaux agricoles et domestiques, ce qui inspire un fort sentiment de solidarité. Elles vendent une partie de leur récolte pour assurer les besoins familiaux et conservent le reste tout au long de l'année pour ne plus être à court de nourriture ou d'argent. "Nous avons

nos propres défis à relever, dit Anna. Nous avons besoin d'avoir une cuisine à nous, mais l'argent que nous gagnons profite à toute la communauté et nous aide à prendre soin des orphelins ainsi que des malades chroniques."

Muyanga Ziba



© M. Ziba



► les zones rurales où les enfants représentent une source importante de main-d'œuvre et une assurance-vieillesse. Si les taux de natalité

chutent dans l'Afrique urbaine en raison de modes de vie différents – incluant un meilleur accès à la santé et l'éducation, mais aussi un espace de vie plus restreint –, réduire le nombre des enfants s'avère bien plus difficile en campagne. De

nombreuses Africaines recourent secrètement à la contraception et privilégient les injections dont les effets durent trois mois et qui sont moins faciles à détecter par leur mari que les autres méthodes.

Une stratégie qui rencontre un certain succès au Nigeria consiste à diffuser des informations sur la santé et le planning familial via les travailleurs communautaires. Le projet Kyautatawa Iyali (Bien-être de la famille), géré par l'ONG internationale Centre pour le développement et les activités en matière de population (CEDPA), a réussi à obtenir l'approbation des chefs religieux de la communauté très conservatrice du Nord-Nigeria principalement musulman. Le risque de décéder en couches pour les Nigériennes est de 1 pour 18 – l'un des taux les plus élevés du monde –, imputable en partie aux grossesses rapprochées, à des soins inadaptés et à un planning familial insuffisant.

Les campagnes de limitation des naissances les plus abouties ont en général été celles qui proposaient un soutien direct, avec une offre de planning familial via des structures étatiques – hôpitaux, cliniques, dispensaires et services de santé mobiles. Cependant, le niveau des taux de natalité de la majorité des pays africains montre qu'il faudra des décennies pour ramener les familles à des dimensions plus gérables. Bien que le Kenya ait instauré une politique nationale de réduction de la croissance démographique dès 1963, les taux de fécondité n'y ont réellement commencé à chuter que presque 30 ans plus tard (voir page 16).

La réduction des grossesses précoces est un volet essentiel de toute stratégie de limitation de la croissance démographique et d'augmentation de la productivité. Les chiffres montrent que retarder l'âge de la maternité et espacer les grossesses améliorent la survie des nourrissons et des enfants. Les grossesses de filles âgées de 15 à 19 ans sont plus communes en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et aux Caraïbes qu'en Asie du Sud et du Sud-Est. Les taux de grossesses précoces sont particulièrement élevés en Afrique, avec 118 naissances pour 1 000 jeunes filles.

Ces chiffres résultent en partie des carences du planning familial, mais aussi des systèmes éducatifs. Les adolescentes rurales et moins

éduquées risquent plus de tomber enceintes. Certains pays ont réduit la prévalence des maternités précoces en maintenant les filles à l'école et en réformant les lois sur le mariage précoce.

Au Malawi, où le planning familial était banni depuis de nombreuses années, le gouvernement tente à présent de réduire de moitié les taux moyens de natalité (de six à trois enfants par femme) et de faire chuter le nombre élevé de grossesses chez les adolescentes. "Sans diminution du taux de fécondité, la population du Malawi grimpera à 41 millions en 2040, contre 13 millions en 2010, explique le Dr Chisale Mhango, directeur de la Santé reproductive. Dans ce pays, 35 % des jeunes filles tombent enceintes chaque année."

Plus d'école, moins d'enfants

La relation entre éducation et fécondité est claire : une meilleure éducation mène à une élévation du niveau économique et social et à la baisse consécutive du nombre d'enfants par famille. L'éducation des jeunes femmes en particulier est un préalable indispensable pour s'attaquer aux taux de natalité. Il est prouvé qu'éduquer les filles entraîne une diminution des taux de fécondité et améliore les soins aux enfants à naître. Selon les statistiques, les mères éduquées souhaitent investir dans leurs enfants et procréent moins. Des données récentes de nombreux pays les moins avancés (PMA) révèlent que les femmes ayant au moins atteint le secondaire donnent naissance entre deux et trois fois moins d'enfants que celles qui n'ont pas été scolarisées. Les chercheurs analysant les taux de mortalité infantile en Éthiopie, au Kenya et au Nigeria ont découvert que le nombre de décès des enfants de moins de cinq ans dont les mères ont atteint le niveau scolaire du secondaire est nettement inférieur à des enfants dont les mères n'ont pas été scolarisées ou ont été seulement en primaire. L'éducation sexuelle à l'école a également eu des effets bénéfiques, réduisant les comportements à risques des filles quant aux grossesses, infections VIH et autres maladies sexuellement transmissibles. Les efforts de prévention du VIH sont plus efficaces lorsqu'ils sont liés à des programmes de planning familial.

Mais il faut aussi éduquer les hommes sur le comportement sexuel et ses implications, et en particulier les jeunes dont les attitudes à l'égard du sexe, des femmes et de la natalité contribueront à former la prochaine génération. Bien que cet aspect soit largement négligé, des initiatives existent. Pour compléter son travail auprès des adolescentes, le CEDPA informe aussi les garçons pour les aider à devenir de meilleurs partenaires. Dans le cadre de ce programme, le centre forme des éducateurs pairs au sein de groupes de jeunes et d'autochtones, afin qu'ils transmettent un message responsable sur le planning familial et la santé reproductive. ■



Pour aller plus loin

Centre africain de recherche sur la population et la santé
www.aphrc.org

CEDPA
www.cedpa.org

Équilibres et Populations
www.equipop.org

EuroNGOs
ONG européennes pour la santé et les droits sexuels et reproductifs, la population et le développement
<http://tinyurl.com/39u5ex5>

FHI
Family Health International
<http://www.fhi.org/fr/index.htm>

FIPP
Fédération internationale pour la parenté planifiée
www.ippf.org

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
<http://tinyurl.com/3ydchh3>

OMS
<http://tinyurl.com/2ewmb7a>

PAI
Population Action International
www.populationaction.org

Reproductive Health Gateway
Portail d'information sur la santé de la reproduction et le planning familial
www.rhgateway.org

Reproductive Health Supplies Coalition
Coordination de l'approvisionnement en matière de produits contraceptifs
www.rhsupplies.org

Safe Motherhood
www.safemotherhood.org

• **L'Afrique face à ses défis démocratiques. Un avenir incertain**
AFD/CEPED/Karthala, 2007 - ISBN 978-2-84586-944-8

RECHERCHES & INITIATIVES



INTERVIEW

Malawi : des familles moins nombreuses

Le Révérend **Symon Msowoya** dirige l'ONG malawite Every Home for Christ, active dans le secteur de l'éducation et du planning familial.

Il ne peut y avoir de sécurité alimentaire au sein des ménages sans planning familial. C'est vital. Il est très important pour ce pays que les familles restent "gérables", sans quoi les problèmes de pénurie alimentaire continueront. Le coût de la vie au Malawi augmente chaque année et seules les familles peu nombreuses pourront survivre. Une grande famille, cela veut dire un plus grand jardin, plus d'intrants, et aussi plus d'argent pour vêtir les enfants et les envoyer à l'école.

Les populations le constatent déjà dans le sud du pays : les habitants de certains districts, tels Chiradzulu et Mulanje, ont du mal à trouver de la terre pour faire leur jardin. Dans certaines zones, il n'y a pratiquement pas

d'arbre. Pourquoi ? À cause d'une démographie galopante. La pénurie de terre provoque de nombreuses disputes qui dégénèrent en conflits. C'est là qu'interviennent nos conseillers pour recommander aux populations de planifier les naissances. Nous ciblons les jeunes et les familles en âge de procréer.

Les chiffres de l'Institut national de la statistique montrent que la population malawite augmente très vite. Les ménages ont six enfants au lieu de trois. Si cette tendance s'accroît, nous serons 41 millions en 2040. Où trouverons-nous de quoi nourrir tout ce monde ? De nombreux déscolarisés n'ont déjà pas d'emploi. Les places en secondaire et à l'université sont difficiles à obtenir. Beaucoup de filles abandonnent leurs études encore adolescentes et déjà enceintes. Les dirigeants doivent trouver une solution durable à ce problème : qui prendra soin de ces enfants sans père, quand déjà les parents de ces filles luttent pour les envoyer à l'école ? Nos conseillers jouent un rôle capital dans la diffusion du message. Le fait qu'un grand nombre de femmes réclame à présent des injections pour éviter de nouvelles grossesses est réconfortant : cela signifie que nous progressons.

Le défi le plus grand vient des jeunes qui pensent que le planning familial cherche à les dissuader d'avoir des enfants. Certains couples croient que les pilules et injections vont les rendre complètement stériles, voire qu'il s'agit d'un moyen imaginé par l'étranger pour les empêcher d'avoir beaucoup d'enfants : ils nous rient au nez quand nous leur enseignons les méthodes de planning familial. Raison de plus pour continuer à nous battre.

Le Kenya réduit son taux de natalité

Dans un paysage subsaharien marqué par des taux de fécondité élevés, le Kenya est partout considéré comme un exemple de réussite en matière de planning familial. Sous la présidence de Daniel Moi, à la fin des années 1970 et 1980, des campagnes d'information et des investissements dans la santé publique ont encouragé les Kényans à réduire la taille moyenne des familles.

"Face au fardeau qui pesait sur les épaules de nombreux parents — surtout ceux qui avaient six à dix enfants —, la majorité des Kényans ont choisi d'adopter les méthodes de planning familial", rappelle le

Dr Alfred Otiemo, du département des Études démographiques de l'Université de Nairobi. L'Enquête démographique et de santé montre qu'il en a résulté une chute du taux global de fécondité (TGF), qui est passé de 7,8 en 1979 à 6,7 en 1989, puis à 4,6 en 2009. Quelque 46 % des femmes mariées utilisent aujourd'hui des méthodes contraceptives contre 39 % en 2008. En comparaison, les TGF des pays voisins restent élevés : 5,3 pour la Tanzanie et 6,7 pour l'Ouganda où l'utilisation de contraceptifs est bien moins répandue.

Nicholas Okeya



J.-J. Lemasson © IRD



© Syfia internationale

4 | Agir sur le développement rural L'agriculture, un investissement d'avenir

Des politiques agricoles fortes et structurées, pilotées et largement financées par les États, sont essentielles pour favoriser la mutation de l'agriculture africaine, laquelle va devoir employer des jeunes de plus en plus nombreux, leur assurer des revenus décents et alimenter une population croissante.

“Il n’y a pas de fatalité. Le capital humain est sans conteste le plus important du développement agricole”, affirmait en février 2010, Modibo Sidibé, premier ministre malien, au Forum de Bamako, espace de réflexion, de partage d’expériences sur les grands sujets de l’heure qui touchent le continent africain. Et c’est la modernisation de l’agriculture qui permettra aux générations montantes, si nombreuses, des pays africains de vivre décemment, de rester en grande partie dans les campagnes et d’assurer la sécurité alimentaire des populations tant rurales que citadines. L’avenir du continent et celui de son agriculture sont donc intimement liés, ce qui avait un peu été oublié ces dernières décennies.

Face au défi de la croissance démographique et aux urgences engendrées par les changements climatiques et la mondialisation des échanges, les sociétés rurales sont appelées à muter profondément, les opérateurs économiques à investir dans l’agriculture, les gouvernants à mettre en œuvre de vigoureuses politiques de développement agricole et rural.

Celles-ci doivent prendre en compte l’ensemble des composantes nécessaires à l’essor de l’agriculture et à l’amélioration des conditions de vie des ruraux.

De vigoureuses politiques agricoles

C’est aux États et aux organisations régionales de stimuler, coordonner, financer les changements significatifs et rapides indispensables, en associant les organisations de producteurs et la société civile. Toutes les études s’accordent à dire que travailler avec l’ensemble des acteurs du secteur agricole – État, organisations paysannes, secteur privé et bailleurs de fonds – est un facteur d’efficacité. En Afrique de l’Ouest, les organisations faitières nationales de producteurs participent désormais activement à la mise sur pied des politiques agricoles. Elles disposent même d’une plate-forme sous-régionale, le ROPPA. Des organisations nationales et régionales existent aussi en Afrique de l’Est et australe ainsi qu’en Afrique centrale où elles sont toutefois moins présentes. ►

Afrique de l’Ouest : le dynamisme des OP

Associations ou organisations paysannes (OP), groupements villageois, organisations professionnelles... La vie associative a connu une effervescence inédite dans les années 1990 en Afrique de l’Ouest. Regroupées en fédérations nationales, ces organisations ont acquis depuis une légitimité nationale et internationale. Elles agissent comme forces de proposition, de concertation ou de revendication dans les grandes décisions concernant la politique agricole et le monde rural. C’est le cas du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR), créé au Sénégal dès 1993, de la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) au Mali, de la Plate-forme paysanne au Niger ou encore de l’Association nationale des organisations professionnelles

agricoles de Côte d’Ivoire (ANOPACI).

Cette dernière, par exemple, née en 1998, regroupe la totalité des filières agricoles ivoiriennes, des éleveurs de caprins aux producteurs de café-cacao, de caoutchouc, de coton, de fruits, de vivrier... Vingt organisations de producteurs en sont membres. Représentant la très grande majorité des producteurs du pays, l’Anopaci est devenue l’interlocuteur incontournable du ministère ivoirien de l’Agriculture dans l’élaboration de la loi d’orientation agricole. En 2009, l’UE lui a confié la restructuration et la professionnalisation des organisations de la filière coton. Elle bénéficie aussi de financements de la FAO pour redynamiser la Plate-forme des agricultrices, membre de l’association. Elle intervient dans les négociations régionales ou

internationales : dans la commission agriculture et environnement de l’Union économique monétaire ouest-africaine (UEMOA), au comité régional des ACP, dans les négociations de l’OMC...

Au service de ses membres, elle vise à augmenter leurs production et revenus, en particulier par une meilleure information sur les marchés et en publiant un journal. L’UNACOOPEC-CI, une institution de microcrédit qui en est membre, compte plus de 200 000 sociétaires.

Comme les autres OP de la sous-région, l’Anopaci est membre du Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles d’Afrique de l’Ouest (ROPPA), créé en 2000 par les fédérations agricoles nationales de dix pays de l’UEMOA.

► Pour préparer l'avenir, les jeunes doivent trouver leur place dans ces structures et pouvoir y donner leur avis.

À l'échelle régionale, l'ECOWAP, la politique agricole de la CEDEAO, est le résultat d'une concertation entre les États membres et les organisations socioprofessionnelles. Elle promeut les produits stratégiques pour assurer la sécurité alimentaire (riz, maïs, manioc, bétail et produits de la mer), la construction d'un environnement propice à une évolution des systèmes de production et des filières agricoles et à l'amélioration de la productivité pour réduire les prix alimentaires et la pauvreté des producteurs. Autant d'éléments qui reviennent dans la plupart des plans d'investissement agricoles dont le financement a récemment été évalué pour les 15 pays de la CEDEAO, à 455 milliards de FCFA (693,6 millions €) pour les cinq prochaines années.

Le secteur privé impliqué

Mais l'État n'est pas le seul acteur ; le secteur privé est invité à prendre une part croissante dans l'agriculture. En Afrique, celle-ci reçoit

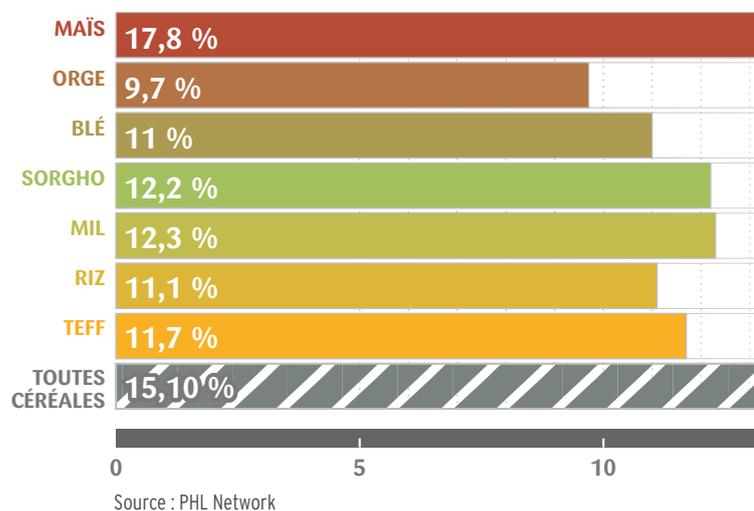
aujourd'hui moins de 3 % des financements privés. Cependant, elle attire de plus en plus les opérateurs économiques, voire les fonctionnaires, qui y voient la possibilité d'investissements rentables. C'est pour inciter les entreprises à bâtir des projets et soutenir les coopératives agricoles et petites entreprises dans leurs efforts de modernisation qu'a été mis en place le Fonds pour l'agriculture africaine (FAA) qui disposera, dans les mois à venir, de 240 millions € prêtés par des banques de développement régional du continent, des organisations internationales et des fondations. La sécurité alimentaire est au centre de ce dispositif. Une large place est laissée à l'agrobusiness pour augmenter la production alimentaire, de céréales en particulier. Mais surtout les partenariats entre l'agrobusiness et les exploitations familiales peuvent aider les petits producteurs à disposer de moyens de production, à se moderniser, à accéder aux marchés.

Le maintien de l'agriculture familiale, qui emploie une main-d'œuvre importante, reste cependant essentiel pour limiter l'exode rural et intensifier la production. Pour cela, les petites exploitations doivent ►



Pertes après récoltes en Afrique de l'Est et australe

(estimations en pourcentage de la production annuelle en 2007)



Afrique du Sud : terres promises [REPORTAGE]

Depuis dix ans, Nontobeko Semango, d'Ermelo au Mpumalanga, est sur la liste d'attente des attributaires de terres dans le cadre de la réforme foncière en Afrique du Sud. À l'instar de nombreuses femmes chefs de famille qui cherchent à joindre les deux bouts, elle sait que ses chances d'obtenir la terre promise dans un proche avenir sont infimes. La lenteur du programme de réforme



foncière en Afrique du Sud rend les choses particulièrement difficiles pour les femmes. "Les lois coutumières nous empêchent toujours d'obtenir des droits fonciers", affirme Semango.

Veuve et mère de cinq enfants, elle a vécu la réalité de la discrimination. "À un moment donné, le chef a presque pris ma terre pour la donner au frère de mon mari défunt, puisque notre loi coutumière ne permet pas aux femmes d'en posséder", se souvient Semango, dont le mari est décédé il y a sept ans. Sur ses 3 ha de terrain plantés en manguiers, bananiers et avocatiers, elle cultive du maïs et des fruits qu'elle vend sur le marché local pour envoyer ses enfants à l'école. La taille de sa parcelle suffit pour une agriculture de subsistance, mais pas pour une exploitation pour la vente. De plus, sa parcelle est située sur d'anciens bantoustans, ces terres improductives où les Noirs ont été parqués sous l'apartheid. Les rendements y sont très faibles à cause de la surexploitation des terres qui réclament à présent beaucoup d'intrants pour restaurer la productivité d'un sol épuisé. "Cette parcelle est trop petite pour moi", ajoute Semango.

Entravée par l'insuffisance de financement,

l'inefficacité des institutions chargées de sa mise en œuvre et la marginalisation politique de la réforme foncière, la redistribution de 96 % des terres arables, toujours aux mains d'exploitants blancs, reste à l'état de projet lointain. La Commission des revendications foncières d'Afrique du Sud est encore loin de son objectif : transférer 30 % des terres agricoles commerciales aux paysans noirs d'ici 2014. "Il semble qu'il n'y ait pas d'issue, surtout lorsque le gouvernement annonce, comme il vient de le faire, qu'il sera dans l'incapacité de réaliser ses objectifs de réforme foncière", se désole Semango.

Selon Sizane Ngubane, directrice du Mouvement des femmes rurales, l'absence de volonté politique pour résoudre les problèmes des femmes sans-terre pauvres est l'un des problèmes majeurs du pays. "Pour donner aux femmes un réel moyen d'entreprendre au plan économique, il faut commencer par régler le problème de leur accès à la terre, estime Ngubane. La terre est un bien vital, à la base de tout développement ; c'est d'elle que provient la nourriture que nous mangeons pour vivre."

Fidelis Zvomuya



Transactions sur les terres : prudence

Depuis la crise alimentaire de 2007, les acquisitions de terres dans les pays en développement se multiplient. Des pays très dépendants des importations pour nourrir leur population, comme les pays du Golfe, la Chine ou la Corée du Sud, cherchent à sécuriser leurs approvisionnements. Dans le même temps, la perspective d'une forte hausse des besoins alimentaires, conjuguée à la vogue des biocarburants, fait de la terre un objet de placement fort rentable sur le long terme. Depuis 2004, 30 millions d'hectares de terres agricoles au moins ont été cédés à des investisseurs étrangers en Afrique dont 12 millions sur les trois dernières années. Le Mozambique, la RD Congo et le Zimbabwe viennent en tête.

Louées pour de longues durées, plus rarement vendues, ces terres exploitées par des sociétés étrangères sont vouées à des cultures d'exportation vivrières ou non : 300 000 ha de riz cultivés par les Indiens en Éthiopie, 100 000 ha de riz par les Libyens au Mali, 635 millions € investis par la Malaisie dans le secteur de l'huile de palme au Liberia...

Certains estiment que l'arrivée de ces sociétés qui offrent des emplois, améliorent les infrastructures, modernisent les méthodes de culture, accroissent la productivité et bénéficient de débouchés garantis est bénéfique pour les agriculteurs locaux. Pour d'autres, cette appropriation des terres se fait au détriment des populations qui perdent leurs champs, sans

respect pour les droits fonciers locaux.

En outre, les contrats signés entre les États et les sociétés sont souvent peu transparents et faiblement rémunérateurs. En Éthiopie, par exemple, l'hectare est loué 3 € par an. Les investisseurs n'ont, par ailleurs, pas toujours l'obligation de faire travailler la main-d'œuvre locale à un coût décent.

La Banque mondiale, pourtant favorable à ces investissements, vient d'admettre que ces projets ne profitent pas toujours aux communautés locales, qui ne sont ni consultées, ni associées aux négociations et sont régulièrement chassées des terres indispensables à leur survie.

• "Accaparement des terres" ou opportunité de développement <http://tinyurl.com/22u6k9t>



© Syfia International

► passer d'une agriculture prioritairement tournée vers l'autoconsommation de subsistance, à une agriculture professionnelle, plus intensive, orientée vers les marchés. Les chefs d'exploitation sont appelés à devenir des entrepreneurs agricoles, formés et informés. De nombreuses conditions sont à réunir pour que les jeunes, futurs exploitants, puissent évoluer dans ce sens.

Terres : sécuriser et irriguer

L'accroissement de la pression sur les terres, lié à la hausse démographique, rend les politiques foncières particulièrement urgentes. Il s'agit de favoriser un accès équitable à la terre, facteur de paix et de développement. La sécurisation des droits sur les terres est en effet un préalable indispensable à l'intensification, car elle favorise les investissements à long terme des petits agriculteurs et des entreprises dans la gestion de leurs biens et des ressources naturelles.

De nouvelles formes de tenure officiellement formalisées – ferme, baux à long terme – se développent qui tiennent compte à la fois des droits coutumiers, des pratiques locales, des besoins, du mode d'exploitation et des capacités des agriculteurs. Certains pays font aussi des efforts pour améliorer les droits des femmes, nombreuses à être chefs d'exploitation, et des jeunes qui ont difficilement accès à la terre.

Des réformes foncières sont déjà engagées dans de nombreux pays. Au Bénin, le *Livre blanc de politique foncière*, validé en octobre 2009, facilite l'obtention rapide de titres fonciers (projet Millénaire challenge). Au Rwanda, la réforme du Code de la famille permet aux femmes d'hériter de terres. La vente ou la location à long terme des terres à des investisseurs étrangers, qui s'accélère, nécessite aussi des réglementations

claires pour assurer la transparence des transactions et l'indemnisation des agriculteurs privés de leurs terres.

Un autre facteur d'augmentation de la production considéré comme prioritaire est l'irrigation. De très importants investissements sont prévus pour construire plus de 130 barrages en Afrique subsaharienne. Selon une étude de la Banque mondiale, environ 23 millions d'hectares de terres situées à moins de cinq heures de camion d'une ville importante pourraient être irrigués par des systèmes à petite échelle de conception simple, peu coûteux à gérer et à entretenir par les agriculteurs. Un autre avantage des cultures irriguées est qu'elles nécessitent une main-d'œuvre abondante et sont un vivier d'emplois pour les ruraux.

Des moyens de production pour tous

Les moyens de production, souvent négligés ces dernières décennies, sont les clefs de voûte des transformations attendues des exploitations familiales. Aujourd'hui, l'utilisation d'engrais chimiques est considérée comme LA priorité pour accroître rapidement les rendements. C'est pourquoi, des pays de plus en plus nombreux – Bénin, Burundi, Malawi, Mali... – les subventionnent largement avec des résultats souvent spectaculaires. Au Mali, les rendements du riz sont passés de 1,5 à 2,4 t en moyenne de 2008 à 2009, grâce aux engrais. L'Ecowap a inscrit l'octroi de subventions aux paysans dans ses objectifs, pour doper la production du manioc, du maïs et du riz. Mais à long terme, l'intensification écologique (voir interview page 12) permettrait d'asseoir durablement la fertilité des sols.

Les semences améliorées, et les OGM selon certains, qui produisent plus et sont moins sensibles aux maladies ou à la sécheresse sont un ►

► autre facteur d'augmentation des récoltes. Selon l'ICRISAT, les variétés hybrides de sorgho, de millet et de pois cajan ont un rendement de 25 % supérieur à celui des variétés traditionnelles. Pour les mettre à la disposition de producteurs, il faut bâtir des filières semencières associant services de l'État et paysans semenciers.

Pour être efficace, la distribution de ces intrants et du matériel agricole ne peut relever des seuls États ; ce sont les privés qui doivent l'assurer, estime-t-on aujourd'hui, avec une aide, pour que même les zones les moins rentables soient bien couvertes. Mais en parallèle, des

mesures en faveur du microcrédit doivent être prises pour permettre aux agriculteurs de s'approvisionner et aux jeunes de s'installer.

Chercher, vulgariser, former

Particulièrement importants pour promouvoir l'innovation et motiver les jeunes à rester à la terre, les services nationaux de vulgarisation ont, pour beaucoup, disparu. Ce sont les organisations paysannes et les ONG qui assurent le plus souvent des services ponctuels. Les services nationaux de même que ceux de la recherche agricole doivent être repensés pour répondre aux besoins exprimés par les producteurs.

Au Mozambique, par exemple, le programme national de vulgarisation agricole 2008-2015 (PROENA) teste une nouvelle approche, qui fait travailler ensemble pour un apprentissage interactif, les associations d'agriculteurs, particulièrement celles des femmes, et les acteurs des marchés. Des conseillers privés ou publics sont là pour les aider et les conseiller.

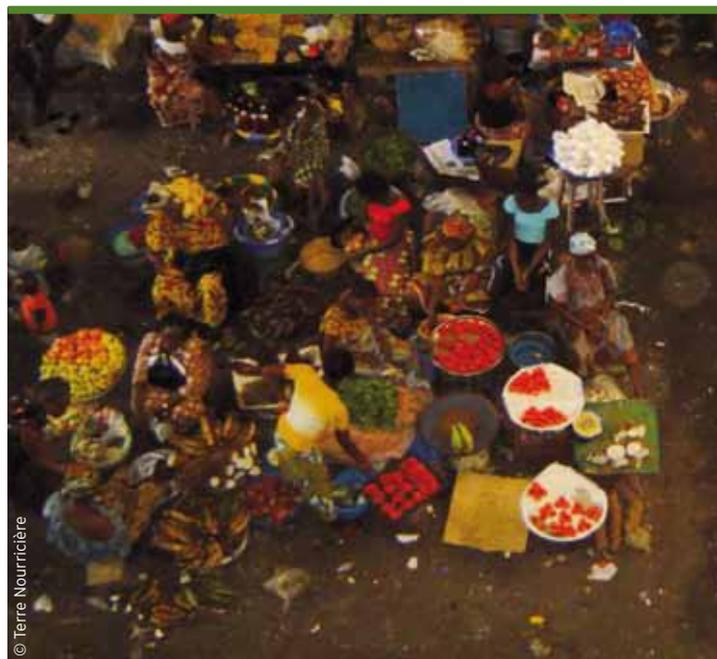
Si les moyens financiers et techniques de produire dans de bonnes conditions facilitent l'adoption de nouvelles méthodes de culture et encouragent les jeunes à rester sur les exploitations, ceux-ci ont aussi ►

Agriculture vivrière : un vivier d'emplois

Beaucoup de grandes cultures industrielles d'exportation sont aujourd'hui majoritairement détenues par de grands groupes internationaux. Pour être plus compétitifs, ceux-ci ont investi massivement dans la mécanisation des tâches. Les besoins en main-d'oeuvre s'en trouvent réduits. C'est le cas dans les plantations d'ananas, de bananes dessert, de palmier à huile, de canne, de thé ou encore d'hévéa. Même les cultures d'exportation gérées par des petits exploitants dans le cadre d'une agriculture familiale comme le café, le cacao ou le coton ont des besoins en main-d'oeuvre assez réduits, en dehors des périodes de récolte où il est fait appel à du personnel temporaire souvent émigré. C'est le cas dans les plantations de cacao en Côte d'Ivoire.

À l'inverse, l'agriculture vivrière reste peu mécanisée, ce qui pose le problème de la compétitivité de ses produits face aux aliments importés. Mais elle est, de ce fait, une grosse pourvoyeuse d'emplois ruraux, majoritairement féminins. Le maintien d'une agriculture vivrière dynamique, capable de nourrir les villes, est donc un des grands enjeux en termes de maintien des emplois ruraux et donc de ralentissement des migrations des campagnes vers les villes, qui se sont accélérées ces dernières décennies.

Le développement d'industries de transformation des produits vivriers est une autre source importante d'emplois. Ce constat pousse certains économistes à exiger le rétablissement des droits de douane sur les produits alimentaires importés. "L'entrée incontrôlée en Afrique des produits agroalimentaires occidentaux, en détruisant les productions locales, aggrave les problèmes déjà préoccupants de chômage, d'exode rural et de croissance des bidonvilles", estime ainsi le socio-économiste Daniel Moukoko-Maboulou. Pour toutes ces raisons, le soutien à l'agriculture familiale apparaît pour beaucoup comme une priorité dans la lutte contre la pauvreté.



© Terre Nourrière

Kenya : inverser la tendance

[REPORTAGE]

Charles Kimani est un personnage atypique au sein d'une communauté dont nombre de membres migrent vers Nairobi à la recherche d'emplois. Il a quitté son poste de directeur des ressources humaines (RH) à la capitale pour aller vivre dans le village de Kikuy et y gagner sa vie en tant qu'agriculteur biologique. Le changement a été une telle réussite que Kimani dirige à présent une équipe

restreinte mais dévouée d'ex-citadins qui ont décidé que gagner leur vie de la terre était le meilleur choix. "Pendant 20 ans, j'ai travaillé pour des sociétés qui se vantaient de réaliser des bénéfices alors que mes revenus restaient bien maigres", confie l'agriculteur âgé de 49 ans et père de quatre enfants.

Kimani a découvert l'agriculture biologique en 2002 sur une petite parcelle dans le village où il est né, quatre ans avant qu'il décide de remettre sa démission en tant que cadre RH. "À partir de 2006, j'ai réalisé que je pouvais travailler moi-même sur ma parcelle de 2 acres (0,8 ha) et employer aussi d'autres personnes."

Il a rejoint le Réseau kényan d'agriculture biologique (KOAN), qui l'a formé à la culture de produits horticoles certifiés biologiques pour l'exportation. Encouragé par son succès, Kimani a créé le Groupe d'entraide des agriculteurs bio de Wangige. Le groupe, qui comptait huit membres au départ, a vu ses rangs grossir pour

atteindre 22 membres. Tout comme leur président, presque tous ont abandonné leur travail en ville pour se lancer dans l'agriculture bio.

Kimani possède 120 avocatsiers sur son exploitation ainsi que des bananiers issus de vitroplants, 12 têtes de bétail, 24 ruches et il cultive divers produits horticoles à haute valeur ajoutée en petite quantité, des concombres, des haricots, des brocolis et des carottes. Il cultive par ailleurs du napier pour ses animaux sur une autre parcelle louée pour cet usage. Il écoule ses produits sur le marché britannique via le réseau KOAN.

"Je tire de mes deux acres un revenu moyen de 210 000 Sh (2 100 €) par mois, soit dix fois ce que je gagnais en ville. Avec ça, je paye cinq ouvriers saisonniers qui m'aident à la ferme et sur le projet laitier", confie Kimani. Il dit à présent regretter le temps "perdu" à travailler à la ville toutes ces années. "J'étais loin de me douter que je pouvais utiliser mes compétences en gestion sur ma propre exploitation, tout en gagnant plus que mon salaire précédent", conclut-il.

Isaiah Eshipisu



Nairobi

© A. Hart-Davis

[REPORTAGE] RD Congo : une route, trois fois plus de champs

Les travaux de remise en état de la route entre Kisangani et Ubundu (125 km), sur la rive gauche du fleuve Congo, au nord-est de la RD Congo, ont commencé en septembre 2009. Moins d'un an après, de nouvelles maisons et même des villages entiers se sont déjà installés au bord de cet axe vital.

La dégradation de la chaussée devenue inutilisable par les véhicules avait contraint les riverains à aller habiter le long du chemin de fer, où un train passe de

temps en temps, ou simplement à rester en brousse. Aujourd'hui, les camions roulent facilement à 80 km/h sur cette route bien compactée. Tous les 10 km, on aperçoit un village nouvellement créé ou revitalisé comme celui de Lusa II, où se sont installés les gens revenus de Bagwasi, à environ 60 km en pleine forêt.

Les voyageurs qui, auparavant, bravaient les bourbiers à pied, vélo, moto ou véhicule pour transporter quelques marchandises ne trouvaient même pas de quoi s'alimenter en chemin. Sans débouchés, les paysans ne cultivaient que de petites parcelles. Avec le retour des camions, ils ont fortement accru leur production. "Nous cultivions des champs d'une centaine de mètres carrés, mais maintenant nous allons jusqu'à 300 m²", déclare un cultivateur. "Grâce à la reprise des mouvements de population et l'intensité du trafic, nous vendons le gobelet de riz près du double", rapporte Aradjabu Kabali.

La plupart des régions de cette province Orientale sont enclavées depuis des années, faute de routes praticables. Il y a 50 ans, bien desservies par la route, le train et la voie fluviale, elles étaient pourtant le grenier de la RDC.

Francine Matope



► besoin d'une solide formation pour être à même de relever tous les défis qui les attendent. Or, la formation professionnelle au métier d'agriculteur est très insuffisante dans de nombreux pays. Seules des formations ponctuelles sont dispensées dans le cadre de projets ou par des Ong. Outre les connaissances techniques, les jeunes ont besoin d'apprendre à gérer leurs exploitations, prévoir leur développement, analyser les marchés... Des projets travaillent dans ce sens : le Renforcement des capacités rurales (RENCAR) au Tchad, la Stratégie d'éducation et de formation

et sociale et leur permet de bousculer certaines traditions hostiles à l'innovation.

Une réduction très nette des pertes après récolte équivaldrait à une hausse de la production. À côté des infrastructures de stockage, le développement d'unités de transformation contribue à conserver et valoriser les produits. Aujourd'hui, la transformation est assurée surtout par les femmes ; les entreprises sont rares dans de nombreux pays. Au Rwanda, sous l'impulsion du gouvernement, de nombreuses unités de transformation du lait, des fruits, du manioc, des haricots, ont vu le jour ces dernières années alimentant la consommation locale et l'exportation et faisant travailler et vivre de nombreux ruraux.

Produire et transformer pour vendre

Produire plus, surtout pour vendre, est le credo actuel des politiques agricoles. Et là aussi, l'intervention active des États joue un rôle primordial. Tout d'abord, pour améliorer les transports en milieu rural, et ainsi faciliter l'accès physique aux marchés ou faire baisser le coût du transport. Les bénéfices de ces investissements sont très importants économiquement et socialement pour les agriculteurs comme pour les citoyens. La construction de routes entre les pays favorise aussi les échanges entre régions productrices. Celle qui relie le Cameroun au Nigeria, dont les travaux ont démarré en juin 2010 mettra en contact les pays de la CEMAC et de la CEDEAO.

La structuration des marchés locaux, nationaux et régionaux est capitale pour que les producteurs tirent parti des efforts qui leur sont demandés. C'est au niveau sous-régional que se trouvent les marchés les plus intéressants et les plus prometteurs. L'État a un rôle à ►

pour l'agriculture et le développement rural en Afrique du Sud.

L'éducation informelle qui incite les jeunes à entreprendre, à travailler activement et collectivement pour le développement de leur région favorise aussi leur intégration dans la vie économique

Fabriquer les engrais localement

Les États africains se sont fixé comme objectif, à Abuja en 2006, de multiplier par dix d'ici 2015 la quantité d'engrais utilisée par les agriculteurs. Pour qu'ils puissent acheter ces intrants, vendus sur le continent deux à quatre fois plus cher que sur le marché mondial, de plus en plus d'États les subventionnent de 25 % à 30 %. Mais le coût de l'engrais reste très dépendant des cours mondiaux des matières premières qui sont importées et les aides apportées aux agriculteurs peuvent devenir très lourdes pour les États. Au Malawi, pays pionnier pour les subventions

aux producteurs, la facture a ainsi doublé entre 2008 et 2009, à cause de la hausse du prix des phosphates.

La production locale d'engrais est, actuellement, très insuffisante et les investisseurs peu intéressés par ce marché encore très étroit. Face à la demande croissante, les pays producteurs de phosphate tels le Togo et le Sénégal se mobilisent pour réhabiliter leurs entreprises d'extraction et leurs usines dont la production avait lourdement chuté. La Société nationale des phosphates du Togo (SNPT) et les Industries chimiques du Sénégal (ICS), reprises par un consortium indien, ont à nouveau le vent en poupe. Ailleurs, même les usines locales de formulation dépendent entièrement des importations.

Pour favoriser la création d'usines de fabrication d'engrais, leur distribution et

une large information des producteurs sur l'utilité de cet intrant, la Banque africaine de développement (BAD) a lancé le Mécanisme africain de financement du développement des engrais (AFFM), qui sera doté, à terme, d'une enveloppe de 10 millions de dollars.

L'objectif de ces évolutions récentes est de permettre aux ruraux d'augmenter notablement leurs revenus, ce qui leur permettra à terme d'acheter des engrais sans avoir besoin de subventions. Les premiers résultats obtenus grâce aux politiques d'aide aux petits exploitants sont significatifs : les récoltes de mil et de sorgho ont augmenté de 43 % à 120 % au Burkina Faso, au Mali et au Niger, là où les paysans ont utilisé à peine le tiers des doses de fertilisants recommandées, et les producteurs de maïs du Bénin ont vu leur production de maïs doubler en 2009 grâce à ces intrants.

► jouer pour les organiser. Par exemple, la baisse ou la disparition des barrières douanières entre pays d'une même entité régionale comme l'UEMOA et plus récemment la CEA aide à dynamiser ces marchés. Il doit aussi veiller à ce que les tracasseries et les prélèvements, légaux ou non, sur les routes ne découragent pas les transporteurs et finalement grèvent les prix...

Pour informer sur les prix et opportunités de vente sur les marchés les petits agriculteurs qui assurent l'essentiel de la production, et pas seulement les gros opérateurs, les Systèmes d'information des marchés (SIM) des produits agricoles doivent être efficaces et faciles d'accès. Le téléphone mobile, les radios et les téléc centres ruraux sont des relais de plus en plus utilisés pour diffuser l'information sur les prix. Ainsi

la Société nationale de gestion des stocks de sécurité (SONAGESS) du Burkina Faso, l'Observatoire du marché agricole (OMA) du Mali, le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) du Sénégal ont formé des agents enquêteurs qui transmettent régulièrement les prix des céréales, ce qui permet d'informer les opérateurs économiques et de veiller à la sécurité alimentaire du pays ou de la région.

Mieux vivre

Fixer les jeunes ruraux dans les campagnes, ou du moins réduire les départs, ne se limite pas à les aider à produire et à vendre. Ils ont aussi besoin de commerces, de services, de distractions... Jusqu'à présent, l'essentiel des investissements a été fait dans les capitales, au détriment des villes secondaires et des gros bourgs.

L'intervention des pouvoirs publics afin d'assurer un meilleur cadre de vie, améliorer le bien-être et l'offre de services administratifs, sanitaires, éducatifs est capitale. Autant d'activités qui en favorisant la création d'emplois non agricoles et de richesses limitent l'exode rural. La décentralisation à l'œuvre dans de nombreux pays devrait y contribuer si les pouvoirs locaux en ont les moyens. Le rôle de ceux-ci s'est déjà considérablement renforcé, par exemple en Namibie, en Ouganda et au Rwanda. Les autorités locales sont de plus en plus souvent responsables des services sociaux, de la fourniture de l'eau, de microcrédit... La gestion des territoires s'impose également à l'échelle locale pour préserver durablement et valoriser les ressources naturelles – forêts, eaux, paysages –, biens communs à l'ensemble des habitants.

La mobilisation des pouvoirs publics et de l'ensemble des acteurs sera déterminante pour que l'agriculture s'engage dans la voie de l'intensification et de la productivité, que nécessite la montée en puissance de générations de jeunes toujours plus nombreux et majoritairement ruraux. C'est à eux qu'incombera la sécurité alimentaire du continent dans les décennies à venir. Il faut leur en donner les moyens. ■



© Syfia International

Ouganda : agriculteurs en ligne

[REPORTAGE]

“La saison dernière, j'ai vendu mon maïs 450 UGX le kilo (0,16 €). La saison précédente, je n'en avais tiré que 250 UGX/kg (0,09 €)”, confie Sam Lumonya, l'un des 3 824 agriculteurs propriétaires du téléc centre rural nommé Association des agriculteurs du district de Busia (BDFA), dans le district de Busia, dans l'est de l'Ouganda. Le téléc centre propose des formations en TIC et aide les paysans à accéder à l'information commerciale. “J'ai suivi une formation pour utiliser Internet et ainsi avoir accès aux informations à partir d'ici. Alors, quand je suis tombé sur des bons prix offerts à Kampala, j'ai mobilisé les agriculteurs de trois sous-comtés et nous avons vendu notre maïs en gros”, explique Lumonya. Le téléc centre a démarré en 2008 avec l'aide de la Commission ougandaise des communications qui fournissait 80 % de l'argent pour les semences tandis que les agriculteurs contribuaient à hauteur de 20 %. “Depuis, nous n'avons jamais fait marche arrière. Si quelqu'un me fait savoir qu'il existe un acheteur au Kenya, je demande l'e-mail ou le téléphone de ce dernier. Je négocie toutes les transactions d'ici”, ajoute Ogama Mourice Juma, coordinateur de la BDFA.

Le téléc centre possède son propre bâtiment,

avec une télévision, un enregistreur/lecteur de cassettes et DVD, sept ordinateurs équipés d'Internet, une imprimante, un téléphone, un fax, une photocopieuse et un générateur de secours. Les utilisateurs paient une petite cotisation. Des formations sont proposées aux agriculteurs pour les aider à utiliser les TIC et adopter une démarche entrepreneuriale. Certains d'entre eux se servent du téléc centre pour repérer les marchés intéressants aux alentours de Nairobi, où ils disposent à présent d'étals permanents. “En 1998, j'étais un petit paysan, mais en moins de deux ans la BDFA a fait de moi un grand agriculteur : j'ai à présent 24 acres (9,7 ha) de maïs, sorgho et manioc, témoigne Lumonya. J'ai pu améliorer ma capacité de production, grâce à la garantie de débouchés commerciaux. J'ai construit une maison et éduqué mes enfants, dont deux vont à l'université.”

Grâce à un protocole d'accord signé en mars 2010 entre la BDFA et l'organisation de logiciels commerciaux FIT-Uganda, Juma espère que les agriculteurs parviendront à encore mieux vendre leurs produits. “Ceux qui

savent se servir d'Internet le font tout simplement, mais il en reste qui ne savent pas. C'est là que FIT-Uganda intervient”, ajoute Juma. Elle fournira le téléc centre en logiciels d'analyse des données commerciales. Les données de Busia seront intégrées à l'information commerciale du reste du pays, diffusées auprès des agriculteurs via la presse et les téléphones portables et affichées au téléc centre même.

Angella Nabwowe



© A. Nabwowe



Pour aller plus loin

Agrimonde

- **Agricultures et alimentation du monde en 2010**

Note de synthèse Agrimonde
INRA, CIRAD (2009)
<http://tinyurl.com/33cdk9w>

CNUCED

- **Technology and innovation report 2010. Enhancing food security in Africa through science, technology and innovation** (en anglais seulement)
<http://tinyurl.com/3yy8j6z>

CTA

19^e Briefing de Bruxelles sur *La jeunesse et le développement rural dans les pays ACP* (juillet 2010)
<http://tinyurl.com/244hz3c>
9^e Briefing de Bruxelles sur *L'accès à la terre et le développement rural: nouveaux enjeux, nouvelles opportunités* (février 2009)
<http://tinyurl.com/37up4uv>

ECOWAP

Business meeting sur le financement des plans d'investissements agricoles – Dakar 14 au 17 juin 2010
<http://tinyurl.com/2vwhnvk>

FAO

- **Vers un marché commun africain pour les produits agricoles**
2008
<http://tinyurl.com/2u5yovv>

Forum de Bamako

L'Afrique 50 ans après : le défi alimentaire, la faim sur le continent
Bamako, 16 au 20 février 2010
www.forum-bamako.org

IFPRI

- **Millions Fed: Proven Successes in Agricultural Development**
IFPRI, 2009, 179 p.
Téléchargeable gratuitement en ligne :
<http://tinyurl.com/367dgd8>

Union africaine

- **Diagnostics des infrastructures nationales en Afrique. Les routes en Afrique subsaharienne**
(2008)
<http://tinyurl.com/2wwleym>

RECHERCHES & INITIATIVES

“Révolution verte” au Rwanda

Avec 400 hab./km², le Rwanda n'a pas d'autre choix que d'intensifier son agriculture pour que ses agriculteurs, qui ne disposent, en moyenne, que d'un demi-hectare par famille, puissent vivre. En 2007, le gouvernement a lancé une véritable “Révolution verte”, vigoureusement et rigoureusement mise en application. Chaque province ne doit cultiver que les plantes les mieux adaptées à la région : le café, le riz, le maïs, la banane et l'ananas dans la province de l'Est ; le manioc, le blé, le thé, le café au Sud ; le thé, le café, les pommes de terre à l'Ouest ; les pommes de terre, le pyrèthre, le blé et le maracuja au Nord.

Cette répartition s'accompagne de changements dans les modes de culture. Les collines se couvrent de terrasses dites “radicales” pour limiter l'érosion et restaurer la fertilité des terres. Les agriculteurs doivent réunir leurs petites parcelles pour cultiver ensemble de grands champs. L'opération “*Une vache par famille*”, couplée à l'obligation de disposer d'une fosse fumière, permet d'enrichir

les sols qui ne recevaient jusqu'alors que 4 kg d'engrais par hectare en moyenne. Pour accroître la superficie des terres cultivées, les marais sont drainés et cultivés en riz. Des crédits sont accordés aux paysans pour l'achat d'engrais et de semences sélectionnées. Des coopératives ont été montées pour centraliser les récoltes et faciliter la vente.

L'objectif est de produire essentiellement pour vendre, sur le marché national, régional ou international. De petites usines de transformation poussent un peu partout dans le pays pour valoriser les productions. Les agriculteurs qui y travaillent complètent ainsi leurs revenus

Dans l'Est, la production de maïs a triplé ; dans le Sud, le manioc s'exporte désormais en RDC. Les revenus des agriculteurs qui ont appliqué les mesures préconisées, parfois sous la contrainte des autorités locales, ont vite augmenté. Les efforts demandés aux paysans ont été lourds, douloureux parfois, mais ces premiers résultats sont très encourageants.



© Syfia International

Miser sur la technologie



La Zimbabweenne **Lindiwe Majele Sibanda** est PDG et chef de mission du Réseau d'analyse des politiques alimentaires, agricoles et de développement des ressources naturelles (FANRPAN)

Comment la technologie influe-t-elle sur le développement agricole ?

L'innovation technologique reste la panacée pour dynamiser la productivité agricole et parvenir à la sécurité alimentaire en Afrique. Les petits exploitants peuvent réaliser la Révolution verte si tant est qu'ils disposent des technologies nécessaires (irrigation et semences améliorées), utilisent plus d'engrais chimiques et limitent les pertes post-récolte. Avec seulement 4 % de terres arables irriguées, l'Afrique est trop dépendante de l'agriculture pluviale. L'utilisation de variétés de semences à hauts rendements est inférieure à 5 % dans certains pays et les pertes post-récolte peuvent atteindre 40 % !

Malheureusement, les intrants — semences de qualité, engrais et pesticides — sont chers et difficiles à obtenir dans toute l'Afrique en raison des barrières commerciales et de marché. Il y a un besoin urgent de réformes institutionnelles et politiques qui garantiront aux petits paysans africains le bénéfice d'un accès continu aux savoirs et aux intrants de qualité à de justes prix et au bon moment.
Quels moyens faudrait-il mettre en œuvre pour y parvenir ?

Asseoir la sécurité alimentaire en Afrique requiert un investissement massif dans les infrastructures, la recherche agricole et le développement technologique. On observe heureusement des changements positifs. En février 2010, la Communauté de développement d'Afrique australe a convenu d'instaurer un Système régulateur d'harmonisation des semences, qui pourrait faciliter le commerce transfrontalier des semences (administration limitée et prix abordables). Plans et investissements à l'échelle du continent commencent enfin à porter leurs fruits, par le biais de projets qui s'inscrivent dans le cadre du Programme détaillé de développement agricole pour l'Afrique (CAADP).

Au CTA, nous améliorons les conditions de vie et les connaissances des communautés rurales d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Avec notre vaste réseau de partenaires, nous touchons tous les acteurs du développement durable. Ensemble, nous produisons, échangeons et transmettons les informations et savoirs agricoles essentiels. Livres, magazines, ressources multimédia sont les relais de notre action. Ateliers et séminaires renforcent les compétences et l'échange d'expérience.

Nous vous offrons les moyens de vous assurer une vie meilleure.

Au CTA, l'avenir de l'agriculture commence dès aujourd'hui.



SPORE est le magazine bimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA). Le CTA est régi par l'Accord de Cotonou entre le groupe des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne, et financé par l'UE. • CTA • Postbus 380 • 6700 AJ Wageningen, Pays-Bas • Tél. : +31 317 467 100 • Fax : +31 317 460 067 • E-mail : cta@cta.int • Site Web : www.cta.int • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION** : Michael Hailu • **COMITÉ DE RÉDACTION** : Thierry Doudet, Stéphane Gambier, Anne Legroscolard, Isolina Boto, Vincent Fautrel, José Felipe Fonseca, Karen Hackshaw, Ibrahim Tiémogo • **RÉDACTION** : Directrice de la rédaction : Marie-Agnès Leplaideur • Rédactrice en chef de la version française et coordinatrice : Denise Williams • Syfia International, 20 rue du Carré-du-Roi, 34 000 Montpellier, France • Rédactrice en chef de la version anglaise : Clare Pedrick • Via dello Spagna 18, 06049 Spoleto (PG), Italie • **CORRESPONDANTS** : ont participé à ce numéro D. Bazubagira (Rwanda), I. Eshipu (Kenya), G. Herming (Salomon), A. Labey (France), I. Maïga (Burkina Faso), F. Matope (RD. Congo), A. Nabwowe (Ouganda), F. Nouwligbêto (Bénin), N. Okeya (Kenya), S. Saddi Maâzou (Niger), É. Tassé (Cameroun), M. Ziba (Malawi), B. Zulu (Zambie) et F. Zvomuya (Afrique du Sud) • **AUTRES CONTRIBUTEURS** : J. Bodichon, L. de Araújo, F. Idir Le Meur, D. Manley, Tradcatts • **DESIGN ET MISE EN PAGE** : Intactile DESIGN, France • **IMPRESSION** : Pure Impression, France • © CTA 2010 – ISSN 1011-0054